

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45408]

6 AVRIL 2023. — Décret adaptant certaines dispositions régionales au Code des sociétés et des associations (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions modificatives du Code des droits de succession

Article 1^{er}. Dans l'article 55^{ter}, 2°, du Code des droits de succession, inséré par le décret du 15 juillet 2008, le mot « civiles » est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 59, 2°, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 décembre 2005, les mots « aux unions professionnelles et » sont abrogés.

Art. 3. Dans l'article 60^{bis} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}quater, l'alinéa 2, inséré par le décret du 15 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Sont toutefois exclues les créances précitées, dans la mesure où le montant nominal total des créances excède :

1° la partie du capital qui est réellement libérée et qui n'a fait l'objet ni d'une réduction ni d'un remboursement, dans le chef du défunt, à la date de son décès. Les bénéficiaires, autres que les bénéficiaires distribués et imposés comme tels, qui sont incorporés au capital ne sont pas considérés comme du capital libéré;

2° la partie du montant des apports effectués à la date du décès, tel qu'il résulte des comptes annuels lorsque la société a une forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui régit la société ne prévoit pas la notion de capital ou une notion analogue. » ;

2° au paragraphe 3, le 3°, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009, est remplacé par ce qui suit :

« 3° les avoirs investis dans une activité, une profession libérale ou une charge ou office visés au paragraphe 1^{er}, 1°, ne diminuent pas à la suite de prélèvements à compter de la date du décès du de cujus ou, lorsqu'il s'agit d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2°, le capital ou le montant des apports libérés tant en numéraire qu'en nature tel qu'il résulte des comptes annuels, lorsque cette société a une forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui régit la société ne prévoit pas la notion de capital ou une notion analogue, ne diminue pas à la suite de prélèvements ou de distributions au cours des cinq premières années à compter de la date du décès du de cujus; ».

CHAPITRE 2. — Dispositions modificatives du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 4. Dans l'article 51 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 1989, les mots « objet social » sont remplacés par les mots « objet ou d'un de leurs buts ».

Art. 5. Dans l'article 63/1, alinéa 1^{er}, 3°, b), du même Code, modifié par la loi du 14 avril 2011, le mot « social » est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 129, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 23 décembre 1958, modifié par le décret du 1^{er} juin 2017 et modifié par la loi du 23 mars 2019, les mots « ou en commandite simple, d'une société privée à responsabilité limitée ou d'une société agricole » sont remplacés par les mots « ou en commandite, d'une société à responsabilité limitée, ou d'une société coopérative agréée comme entreprise agricole visée à l'article 8:2 du Code des sociétés et des associations, ».

Art. 7. Dans l'article 130, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 14 mars 1962 et par le décret du 1^{er} juin 2017, les mots « d'une société par actions, ou d'une société coopérative » sont remplacés par les mots « d'une société anonyme, d'une société européenne, d'une société coopérative européenne, ou d'une société coopérative autre qu'agréée comme entreprise agricole visée à l'article 8:2 du Code des sociétés et des associations, ».

Art. 8. Dans l'article 131^{quater}, 2°, du même Code, inséré par le décret du 15 juillet 2008, le mot « civiles » est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 140, 2°, du même Code, remplacé par le décret du 10 mai 2012, les mots « aux unions professionnelles et » sont abrogés.

Art. 10. Dans l'article 140^{bis}, § 4, du même Code, inséré par le décret du 3 février 2005 et remplacé par le décret du 15 décembre 2005, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sont toutefois exclues les créances précitées, dans la mesure où le montant nominal total des créances excède :

1° la partie du capital qui est réellement libérée et qui n'a fait l'objet ni d'une réduction ni d'un remboursement, dans le chef du donateur, à la date de l'acte authentique de donation. Les bénéficiaires, autres que les bénéficiaires distribués et imposés comme tels, qui sont incorporés au capital, ne sont pas considérés comme du capital libéré;

2° la partie du montant des apports effectués à la date de l'acte authentique de donation, tel qu'il résulte des comptes annuels lorsque la société a une forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui régit la société ne prévoit pas la notion de capital ou une notion analogue. ».

Art. 11. Dans l'article 140quinquies, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par le décret du 15 décembre 2005, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o les avoirs investis dans une activité, une profession libérale ou une charge ou office visés à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, ne diminuent pas à la suite de prélèvements à compter de la date de l'acte authentique de la donation ou, lorsqu'il s'agit d'une société visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 2^o, le capital ou le montant des apports libérés tant en numéraire qu'en nature tel qu'il résulte des comptes annuels, lorsque cette société a une forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui régit la société ne prévoit pas la notion de capital ou une notion analogue, ne diminue pas à la suite de prélèvements ou de distributions au cours des cinq premières années à compter de la date de l'acte authentique de la donation; ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modificatives du Code wallon de l'habitation durable*

Art. 12. Dans l'article 86 du Code wallon de l'habitation durable, modifié en dernier lieu par le décret du 23 novembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La procédure de faillite et de réorganisation judiciaire prévue au livre XX du Code de droit économique et les articles 7:228,7:229 et 7:230 du Code des sociétés et des associations ne sont pas applicables à la Société. » ;

2^o au paragraphe 4, les mots « Le siège social » sont remplacés par les mots « Le siège ».

Art. 13. Dans l'article 88, § 1^{er}, 3^o, du même Code, le mot « social » est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 90, aliéna 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, le mot « social » est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 103, § 1^{er}, du même Code, le mot « social » est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 116 du même Code, remplacé par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 18 décembre 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations » ;

2^o au paragraphe 3, les mots « à l'article 143 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « à l'article 3:74 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 17. Dans l'article 130 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « de société coopérative à responsabilité limitée » sont remplacés par les mots « de société coopérative ou de société à responsabilité limitée » ;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations » ;

3^o au paragraphe 2, 1^o, les mots « l'objet social » sont remplacés par les mots « l'objet, les buts et, le cas échéant, la finalité et les valeurs. ».

Art. 18. Dans l'article 133, § 2, du même Code, modifié par le décret du 17 juillet 2018, les mots « son objet social » sont remplacés par les mots « son objet ».

Art. 19. Dans le Titre III, chapitre 2, section 2, du même Code, l'intitulé de la sous-section 1 est remplacé par « Du patrimoine social ».

Art. 20. Dans l'article 138 du même Code, modifié par les décrets du 23 novembre 2006 et du 9 février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « la souscription de la Région au capital d'une société est limitée à un quart » sont remplacés par les mots « la Région ne peut pas détenir plus d'un quart des droits de vote attachés aux titres d'une société ni réaliser des apports représentant plus d'un quart du patrimoine d'une société. » ;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « Le capital d'une société est détenu majoritairement » sont remplacés par les mots « La majorité des droits de vote attachés aux titres émis par une société est à tout moment détenue » ;

3^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Une personne physique représentant une personne morale de droit public ne peut pas exercer de droits de vote attachés aux titres détenus par des personnes morales de droit privé ou par lui-même. » ;

4^o au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, en cas de cession de titres de la société, un droit de préemption est accordé aux actionnaires. Lorsque les titres sont cédés par une personne morale de droit public, par une personne physique, par une personne morale de droit privé relevant du monde associatif ou par une personne morale de droit privé relevant du monde économique, le droit de préemption est réservé aux actionnaires de même nature. » ;

5^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « le sociétaire » sont remplacés par les mots « l'actionnaire » et le mot « sociétaire » est remplacé par le mot « actionnaire » ;

6^o au paragraphe 2, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le prix des actions est égal à la partie libérée des actions. Le prix des titres autres que des actions est égal à leur valeur de souscription. » ;

7^o le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les statuts de la société prévoient le droit des actionnaires de démissionner de la société à charge de son patrimoine et en règlent les modalités. »

Le montant de la part de retrait pour les actions pour lesquelles un actionnaire demande sa démission est égal au montant libéré et non encore remboursé pour ces actions sans pouvoir être supérieur au montant de la part que ces actions représentent dans l'actif net de ces actions tel qu'il résulte des derniers comptes annuels approuvés. » ;

8^o le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les statuts de la société prévoient la possibilité d'exclure un actionnaire et en règlent les modalités. » ;

9° un paragraphe 5 est inséré et rédigé comme suit :

« § 5. En cas de liquidation de la société, le boni de liquidation est attribué à une autre société de logement de service public désignée par la Société wallonne du Logement et qui accepte ou, à défaut, à la Société wallonne du Logement. » ;

10° un paragraphe 6 est inséré et rédigé comme suit :

« § 6. La Société ne peut émettre que des titres nominatifs. » ;

11° un paragraphe 7 est inséré et rédigé comme suit :

« § 7. Les statuts de la société déterminent le nombre de votes attaché à chaque titre, ainsi que leur part dans le bénéfice et le remboursement des apports. » ;

12° un paragraphe 8 est inséré et rédigé comme suit :

« § 8. La Société ne peut acquérir ses propres titres, ni directement ni par personnes agissant en leur nom propre mais pour le compte de la société. ».

Art. 21. Dans l'article 140 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « volontaires » est abrogé;

2° les mots « conformément aux dispositions du livre 12 de la partie 4 du Code des sociétés et des associations » sont insérés entre le mot « restructurations » et « , afin d'adapter leur champ d'activités ».

Art. 22. Dans l'article 144, § 3, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, les mots « Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations ».

Art. 23. Dans l'article 147 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les droits de vote attachés aux titres sont déterminés par les statuts de la société. » ;

2° au paragraphe 2, les mots « toute délibération relative à l'exclusion d'associés » sont remplacés par les mots « toute décision d'exclusion d'actionnaires » ;

3° au paragraphe 2, les mots « une majorité absolue des voix des parts représentées, en ce comprise la majorité absolue des voix des associés des pouvoirs locaux. » sont remplacés par les mots « outre les quorum et majorité prévus par le Code des sociétés et des associations ou par les statuts, la majorité des voix des actionnaires personnes morales de droit public. ».

Art. 24. Dans le Titre III, chapitre 2, section 2, du même Code, l'intitulé de la sous-section 4, modifié par le décret du 30 mars 2006, est remplacé par « Des organes d'administration ».

Art. 25. Dans l'article 148 du même Code, modifié par les décrets du 9 février 2012 et du 16 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque, dans les cas déterminés par le Gouvernement en application de l'article 138, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la Région wallonne détient des droits de vote dépassant le quart des droits de vote attachés aux titres d'une société ou lorsque le montant total des apports de la Région wallonne représente plus d'un quart du patrimoine d'une société, l'organe d'administration est composé de deux administrateurs représentant la Région wallonne. » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le mot « sociétaires » est à chaque fois remplacé par le mot « actionnaires »;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « de parts sociales détenues dans le capital par des particuliers » sont remplacés par les mots « des titres détenus par des personnes physiques » ;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 10, le mot « associées » est remplacé par le mot « actionnaires ».

Art. 26. Dans l'article 148^{ter} du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par trois alinéas rédigés comme suit :

« La société institue un comité d'attribution de logements et peut constituer un comité de gestion.

Les statuts de la société règlent leur composition, leurs compétences et leur fonctionnement.

Ces organes sont également composés, pour les représentants des pouvoirs locaux, selon la règle proportionnelle visée à l'article 148, § 1^{er}. » ;

2° à l'alinéa 4 ancien, devenu l'alinéa 6, les mots « de gestion » sont abrogés;

3° à l'alinéa 5 ancien, devenu l'alinéa 7, les mots « des organes de gestion » sont remplacés par les mots « de ces organes ».

Art. 27. Dans l'article 148^{quater} du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006 et modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du conseil d'administration » sont remplacés par « de l'organe d'administration » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « organe de gestion » sont remplacés par les mots « autre organe » ;

3° à l'alinéa 2, les mots « du conseil d'administration » sont remplacés par les mots « de l'organe d'administration » ;

4° à l'alinéa 2, les mots « de gestion » sont abrogés ;

5° à l'alinéa 3, les mots « le conseil » sont remplacés par les mots « l'organe ».

Art. 28. Dans l'article 148^{quinquies}, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 23 novembre 2006, les mots « du conseil » sont remplacés par les mots « de l'organe ».

Art. 29. Dans l'article 149, 1°, alinéa 4, du même Code, modifié par le décret du 30 mars 2006, les mots « à l'article 143 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « à l'article 3:74 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 30. Dans l'article 150 du même Code, modifié par les décrets du 30 mars 2006, du 9 février 2012 et du 16 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, le mot « sociétaires » est remplacé par le mot « actionnaires » ;
- 2° à l'alinéa 3, le mot « sociétaires » est remplacé par le mot « actionnaires » ;
- 3° à l'alinéa 3, les mots « au Conseil » sont remplacés par les mots « à l'organe ».

Art. 31. Dans l'article 152, § 2, du même Code, modifié par le décret du 30 mars 2006 et du 9 février 2012, les mots « du conseil » sont remplacés par les mots « de l'organe ».

Art. 32. Dans l'article 152*bis* du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du conseil » sont remplacés par les mots « de l'organe » ;
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les actes de gestion journalière ainsi que ceux relevant de la compétence du directeur-gérant en vertu du présent Code sont signés par le directeur-gérant désigné conformément à l'article 158 du Code. ».

Art. 33. Dans l'article 152*ter* du même Code, modifié par le décret du 30 mars 2006, les mots « Le conseil » sont remplacés par les mots « L'organe ».

Art. 34. Dans l'article 152*quater* du même Code, modifié par le décret du 30 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « conseils » est remplacé par le mot « organes » ;
- 2° à l'alinéa 3, le mot « conseil » est remplacé par le mot « organe ».

Art. 35. Dans l'article 152*quinquies* du même Code, inséré par le décret du 23 novembre 2006 et modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de gestion » sont abrogés ;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « commissaire-réviseur » sont remplacés par les mots « réviseur d'entreprises » ;
- 3° à l'alinéa 2, les mots « Il est désigné commissaire réviseur. » sont insérés après les mots « d'un même cabinet ou d'un même réseau. » ;
- 4° à l'alinéa 3, le mot « réviseur » est remplacé par les mots « commissaire réviseur » ;
- 5° à l'alinéa 4, le mot « réviseur » est remplacé par les mots « réviseur d'entreprises » ;
- 6° à l'alinéa 7, le mot « réviseurs » est remplacé par les mots « réviseurs d'entreprises ».

Art. 36. Dans l'article 153 du même Code, les mots « du conseil » sont remplacés par les mots « de l'organe ».

Art. 37. Dans l'article 155, § 3, du même Code, les mots « le conseil » sont remplacés par les mots « l'organe ».

Art. 38. Dans l'article 158 du même Code, modifié par les décrets du 30 mars 2006 et du 1^{er} juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, le mot « engagé » est remplacé par le mot « désigné » ;
- 2° au paragraphe 1^{er}, les mots « le conseil » sont remplacés par les mots « l'organe » ;
- 3° au paragraphe 2, les mots « Le Conseil » sont remplacés par les mots « L'organe ».

Art. 39. Dans l'article 158*bis*, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, les mots « le conseil » sont remplacés par les mots « l'organe ».

Art. 40. Dans l'article 159*bis* du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, les mots « de l'objet social » sont remplacés par les mots « de l'objet ».

Art. 41. Dans l'article 161, § 2, du même Code, modifié par le décret du 30 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « conseil » est remplacé par le mot « organe » ;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « Outre les mentions requises en vertu des dispositions du Code des sociétés et des associations » sont insérés avant les mots « Le rapport de gestion comporte notamment ».

Art. 42. Dans l'article 162, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 1^{er} juin 2017, les mots « le Conseil » sont remplacés par les mots « l'organe ».

Art. 43. Dans l'article 163 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, est ajouté un 7° rédigé comme suit :
« 7° la mise en liquidation de la société; » ;
- 2° au paragraphe 2, 1°, les mots « les statuts » sont remplacés par les mots « le projet de statuts » ;
- 3° au paragraphe 2, le point 2° est abrogé.

Art. 44. Dans l'article 166, § 4, du même Code, modifié par le décret du 23 novembre 2006, le mot « sociétaires » est remplacé par le mot « actionnaires ».

Art. 45. Dans l'article 170, § 4, du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, les mots « du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations ».

Art. 46. Dans l'article 171 du même Code, le mot « conseil » est remplacé par le mot « organe ».

Art. 47. Dans l'article 174, § 4, du même Code, modifié par les décrets du 20 juillet 2005 et du 23 novembre 2006, les mots « son conseil » sont remplacés par les mots « son conseil d'administration ».

Art. 48. Dans l'article 174*bis*, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 9 février 2012, les mots « du capital » sont remplacés par les mots « des droits de vote attachés aux titres émis par la société ou lorsque son apport représente plus d'un quart du patrimoine de la société ».

Art. 49. Dans l'article 175.1 du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 23 novembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La procédure de faillite et de réorganisation judiciaire prévue au livre XX, du Code de droit économique et les articles 7:228, 7:229 et 7:230 du Code des sociétés et des associations ne sont pas applicables à la Société. » ;

2° au paragraphe 3, le mot « social » est abrogé.

Art. 50. Dans l'article 175.2, § 7, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 9 février 2012, le mot « social » est abrogé.

Art. 51. Dans l'article 175.7, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, le mot « social » est abrogé.

Art. 52. Dans l'article 175.15 du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 18 décembre 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations » ;

2° au paragraphe 3, les mots « visé à l'article 143 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « visé à l'article 3:74 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 53. Dans l'article 185*bis* du même Code, inséré par le décret du 17 juillet 2018 et modifié par le décret du 15 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations » ;

2° au paragraphe 3, les mots « visé à l'article 143 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « visé à l'article 3:74 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 54. Dans l'article 191, § 2, alinéa 2, A, 2°, du même Code, remplacé par le décret du 15 mai 2003 et modifié le décret du 2 mai 2019, le mot « social » est abrogé.

Art. 55. Dans l'article 192/1, § 2, 3°, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, le mot « social » est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Dispositions modificatives du décret du 7 juillet 1988 sur les mines*

Art. 56. Dans l'article 16 du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, les mots « ayant la forme d'une société commerciale ou à une telle » sont remplacés par les mots « ou à une ».

Art. 57. Dans l'article 25, alinéa 4, du même décret, le mot « social » est abrogé.

Art. 58. Dans l'article 30, alinéa 2, du même décret, le mot « social » est abrogé.

CHAPITRE 5. — *Dispositions modificatives du décret 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne*

Art. 59. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, remplacé par le décret du 29 mars 2018, les mots « aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 60. Dans l'article 7 du même décret, les mots « les lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « le Code des sociétés et des associations ».

Art. 61. Dans l'article 8 du même décret, remplacé par le décret du 29 mars 2018, les mots « L'article 544 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « L'article 7:55 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 62. Dans l'article 9, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 29 mars 2018, les mots « et par dérogation à l'article 646 du Code des sociétés » sont abrogés.

Art. 63. Dans l'article 11, alinéa 6, du même décret, remplacé par le décret du 29 mars 2018, les mots « au Code des sociétés » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 6. — *Dispositions modificatives du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Art. 64. Dans l'article 9, alinéa 3, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, les mots « aux articles 671 à 677 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « aux articles 12:1 à 12:8 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 65. Dans l'article 18*bis*, § 3, du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les mots « aux articles 671 à 677 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « aux articles 12:1 à 12:8 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 66. Dans l'article 20*quinquies*, 3°, du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les mots « aux articles 671 à 677 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « aux articles 12:1 à 12:8 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 67. Dans l'article 35*quater*, § 2, du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les mots « des articles 673 à 675 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « des articles 12:4 à 12:6 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 7. — *Dispositions modificatives de la loi du 20 juillet 2001
visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité*

Art. 68. Dans l'article 2 de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, modifié en dernier lieu par le décret du 9 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 4, le mot « social » est abrogé ;
- 2° au paragraphe 5, le mot « social » est abrogé ;
- 3° au paragraphe 6, le mot « social » est abrogé.

Art. 69. Dans l'article 2ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « ou d'association » sont insérés entre les mots « de fusion ou de scission de société » et les mots « , d'apport d'universalités ou de branche d'activités » ;
- 2° les mots « visés au livre XI du Code des sociétés » sont abrogés ;
- 3° les mots « la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises » sont remplacés par les mots « le titre V du livre XX du Code de droit économique ».

CHAPITRE 8. — *Dispositions modificatives du Livre I^{er} du Code de l'Environnement*

Art. 70. Dans l'article D.22, 1°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les mots « à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements publics » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 71. Dans l'article D.28-3 du même Code, le 1°, inséré par le décret du 23 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit :

- « 1° « l'association » : l'association au sens de l'article 1:2 du Code des sociétés et des associations ; ».

Art. 72. Dans l'article D.28-11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations » ;
- 2° les mots « à finalité sociale au sens des articles 661 et suivants du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « coopératives agréées comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ».

Art. 73. Dans l'article D.155, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 5 juin 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « d'un concordat » sont remplacés par les mots « d'une réorganisation judiciaire » ;
- 2° les mots « des articles 5 et suivants du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « des articles 1:14 et suivants du Code des sociétés et des associations » ;
- 3° les mots « de l'article 10 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 9. — *Dispositions modificatives du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau*

Art. 74. Dans l'article D.64 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, le mot « civile » est remplacé par le mot « juridique ».

Art. 75. Dans l'article D.331, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les mots « Le Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Le Code des sociétés et des associations ».

Art. 76. Dans l'article D.333, § 2, du même Code, modifié par les décrets des 7 novembre 2007 et des 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, 4°, le mot « commerciale » est abrogé ;
- 2° à l'alinéa 2, le mot « commerciale » est abrogé.

CHAPITRE 10. — *Dispositions modificatives du décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie*

Art. 77. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié par le décret du 17 juillet 2018, les mots « l'article 2, § 2, du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituées en vertu du droit d'un État membre de l'Union européenne ».

Art. 78. Dans l'article 16, alinéa 1^{er}, 2°, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2018, les mots « visés au Livre XI du Code des Sociétés » sont remplacés par les mots « visés au Livre 12 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 11. — *Dispositions modificatives du décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Art. 79. Dans l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises, les mots « l'article 2, § 2, du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituées en vertu du droit d'un État membre de l'Union européenne ».

Art. 80. Dans l'article 13, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « l'article 2, § 2, du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituée en vertu du droit d'un État membre de l'Union européenne ».

Art. 81. Dans l'article 21, alinéa 1^{er}, b., du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2018, les mots « visés au livre XI du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « visés au livre 12 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 12 — *Dispositions modificatives du décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises*

Art. 82. Dans l'article 3, § 2, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les mots « l'article 2, § 2, du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituée en vertu du droit d'un État membre de l'Union européenne ».

Art. 83. Dans l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « 633 du Code des sociétés » sont remplacés par « 7:228 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 84. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2018, les mots « visés au livre XI du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « visés au livre 12 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 13 — *Disposition modificative du décret du 11 mars 2004
relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi*

Art. 85. Dans l'article 4, § 1^{er}, 1^o, du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, modifié par les décrets des 6 novembre 2008 et 19 mars 2009, les mots « visées par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « auxquelles s'appliquent les dispositions de la partie 3 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 14. — *Disposition modificative du décret du 25 mars 2004
relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local*

Art. 86. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, remplacé par le décret du 15 décembre 2005, les mots « comme objet social unique » sont chaque fois remplacés par les mots « comme objet unique ».

CHAPITRE 15. — *Dispositions modificatives du Code de la démocratie locale et de la décentralisation*

Art. 87. Dans l'article L1122-14, § 2, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, inséré par le décret du 26 avril 2012 et modifié par le décret du 29 mars 2018, les mots « social ou d'exploitation » sont abrogés.

Art. 88. Dans l'article L1157-1, alinéa 2, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « centre public d'aide sociale » sont remplacés par les mots « centre public d'action sociale ».

Art. 89. Dans l'article L1231-8, § 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « social » est abrogé ;

2^o à l'alinéa 2, le mot « social » est abrogé.

Art. 90. Dans l'article L1231-10 du même Code, les mots « Les articles 63, 130 à 144, 165 à 167, 517 à 530, 538, 540 et 561 à 567 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Les articles 2:49, 2:55, 3:58 à 3:75, 3:100 à 3:102, 7:85 à 7:87, § 1^{er}, 7:93, 7:94, 7:96, 7:121, 7:122, 7:136 et 7:139 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 91. L'article L1231-11 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1231-11. Les régies communales autonomes sont soumises, en ce qui concerne leur comptabilité, au Code de droit économique. ».

Art. 92. Dans l'article L1512-5, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, le mot « social » est abrogé.

Art. 93. Dans l'article L1512-6 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé ;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, le mot « social » est abrogé ;

3^o au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « sociale » est abrogé.

Art. 94. Dans l'article L1512-7, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 6 mai 2010, les mots « au sens de l'article 86, § 1^{er}, du Traité des Communautés européennes » sont remplacés par les mots « au sens de l'article 106, § 1^{er}, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ».

Art. 95. Dans l'article L1522-1, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o son siège; » ;

b) le 5^o est complété par les mots « ainsi que, le cas échéant, le montant du capital statuaire ».

Art. 96. Dans l'article L1522-7 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées ;

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « social » est abrogé ;

2^o à l'alinéa 3, les mots « capital social » sont remplacés par les mots « capital statuaire ».

Art. 97. L'article L1523-1 du même Code, remplacé par le décret du 29 mars 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1523-1. § 1^{er}. Les intercommunales adoptent la forme juridique de la société anonyme, de la société coopérative ou de la société à responsabilité limitée.

§ 2. Si l'intercommunale adopte la forme juridique de la société anonyme ou de la société à responsabilité limitée, les statuts disposent que le capital est indisponible.

En cas de capital statutairement indisponible, toute distribution des apports est interdite.

§ 3. Le Code des sociétés et des associations est applicable aux intercommunales pour autant que les statuts n'y dérogent pas en raison de la nature spéciale de l'association. ».

Art. 98. Dans l'article L1523-2 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 5°, le mot « social » est abrogé ;

3° à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 5°/1 rédigé comme suit :

« 5°/1 l'adresse du siège; » ;

4° à l'alinéa 1^{er}, le 11° est remplacé par ce qui suit :

« 11° la prise en charge du déficit par les associés dès que l'actif net est réduit à un montant inférieur soit aux trois quarts du capital si l'intercommunale a adopté la forme de la société coopérative, soit au montant du capital rendu statutairement indisponible si l'intercommunale a adopté la forme de la société anonyme ou de la société à responsabilité limitée; » ;

5° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Pour les intercommunales qui ont adopté la forme d'une société coopérative, les statuts comprennent également une description de la finalité coopérative et des valeurs de la société coopérative. » ;

6° à l'alinéa 2, le mot « social » est à chaque fois abrogé.

Art. 99. Dans l'article L1523-3 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, le mot « social » est abrogé.

Art. 100. Dans l'article L1523-5, alinéa 2, 4°, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, le mot « social » est abrogé.

Art. 101. Dans l'article L1523-6, § 2, alinéa 2, du même Code, remplacé par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « du tribunal du commerce » sont remplacés par les mots « du tribunal de l'entreprise » ;

2° les mots « au Code des sociétés » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 102. Dans l'article L1523-8 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les mots « ou du fonds social » sont abrogés.

Art. 103. Dans l'article L1523-12, § 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, modifié par le décret du 26 avril 2012 et par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le nombre de parts » sont remplacés par les mots « le nombre d'actions ou parts » ;

2° à l'alinéa 2, le mot « parts » est remplacé par les mots « actions ou parts ».

Art. 104. Dans l'article L1523-15, § 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 29 mars 2018, l'alinéa 3 est remplacé par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Le nombre d'administrateurs indépendants est fixé à un maximum de deux. Ceux-ci sont nommés par l'Assemblée générale à la majorité des trois quarts des voix et sur présentation du conseil d'administration exprimé à la majorité de trois quarts des voix.

Lors de sa nomination, chaque administrateur indépendant répond au moins aux critères suivants :

1° ne pas exercer ou, au cours des cinq années précédant sa nomination, avoir exercé un mandat de membre exécutif de l'organe de gestion, ou une fonction de membre du comité de direction, de membre du conseil de direction ou de délégué à la gestion journalière, ni auprès de la société, ni auprès d'une société ou personne liée à celle-ci au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations ;

2° ne pas siéger ou avoir siégé au conseil d'administration en tant qu'administrateur non exécutif pendant plus de trois mandats successifs, sans que cette période ne puisse excéder douze ans ;

3° ne pas faire partie ou, au cours des cinq années précédant sa nomination, avoir fait partie du personnel de direction, au sens de l'article 19, 2°, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, de la société ou d'une société ou personne liée à celle-ci au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations ;

4° ne pas recevoir, ni avoir reçu, de rémunération ou un autre avantage significatif de nature patrimoniale de la société ou d'une société ou personne liée à celle-ci au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations, en dehors des tantièmes et honoraires éventuellement perçus comme membre non exécutif de l'organe de gestion ou membre de l'organe de surveillance ;

5° a) ne pas détenir, directement ou indirectement, seul ou de concert, une ou des actions ou parts représentant un dixième ou plus du capital, des droits de vote ou d'une catégorie d'actions ou de parts de la société;

b) ne représenter en aucune manière un associé rentrant dans les conditions du point a) ;

6° ne pas entretenir ou, au cours de l'année précédant sa nomination, avoir entretenu une relation d'affaires significative avec la société ou une société ou personne liée à celle-ci au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations, ni directement, ni en qualité d'associé, d'actionnaire, de membre de l'organe de gestion ou de membre du personnel de direction, au sens de l'article 19, 2°, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, d'une société ou personne entretenant une telle relation ;

7° ne pas être ou, au cours des cinq années précédant sa nomination, avoir été associé ou salarié du réviseur, actuel ou précédent, de la société ou d'une société ou personne liée à celle-ci au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations ;

8° ne pas être membre exécutif de l'organe de gestion d'une autre société dans laquelle un administrateur exécutif de la société siège en tant que membre non exécutif de l'organe de gestion ou membre de l'organe de surveillance, ni entretenir d'autres liens importants avec les administrateurs exécutifs de la société du fait de fonctions occupées dans d'autres sociétés ou organes ;

9° ne pas avoir, ni au sein de la société, ni au sein d'une société ou d'une personne liée à celle-ci au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations, de conjoint, de cohabitant légal, de parent ou d'allié jusqu'au deuxième degré, qui exerce un mandat de membre de l'organe de gestion, de membre du conseil de direction, de délégué à la gestion journalière ou de membre du personnel de direction au sens de l'article 19, 2°, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, ou se trouvant dans un des autres cas définis aux points 1° à 8°.

La décision de nomination fait mention des motifs sur la base desquels est octroyée la qualité d'administrateur indépendant.

Le Gouvernement, de même que les statuts, peuvent prévoir des critères additionnels ou plus sévères. ».

Art. 105. Dans l'article L1523-16 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Ces documents sont établis conformément au livre III, titre 3, chapitre 2, du Code de droit économique, au Code des sociétés et des associations et à leurs arrêtés d'exécution, sauf si les statuts ou des dispositions légales spécifiques y dérogent. » ;

b) les alinéas 5 et 6 sont remplacés par ce qui suit :

« Ce rapport de gestion comporte :

1° un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle et complète les résultats et l'évolution des affaires et de la situation de la société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée. Le rapport de gestion contient, le cas échéant, des renvois aux montants indiqués dans les comptes annuels et des explications supplémentaires y afférentes ;

2° les données sur les événements importants survenus après la clôture de l'exercice ;

3° des indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société, pour autant que ces indications ne soient pas de nature à porter gravement préjudice à la société ;

4° le cas échéant, des indications relatives aux activités en matière de recherche et de développement ;

5° la justification de la compétence en matière de comptabilité et d'audit d'au moins un membre du comité d'audit ;

6° la structure de l'organisation, l'organigramme fonctionnel complet de celle-ci, les lignes de développement ainsi qu'un plan financier pluriannuel. Les lignes de développement reprennent notamment les informations sur la structure de l'emploi, son évolution et les prévisions d'emploi, le personnel occupé pendant tout ou partie de l'année de référence. ».

Art. 106. Dans l'article L1523-22, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, le mot « social » est abrogé.

Art. 107. Dans l'article L1523-23, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2007, les mots « aux articles 92, 94, 95, 96, 143, 608, 616, 624 et 874 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « aux articles 3:1, 3:4, 3:5, 3:6, 3:74, 7:203, 7:211 et 7:220 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 108. Dans l'article L1523-24, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2007, les mots « Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations ».

Art. 109. Dans l'article L1532-1, § 3, 1^o, alinéa 3, du même Code, modifié pour la dernière fois par le décret du 29 mars 2018, les mots « Code des sociétés applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations applicables aux sociétés à responsabilité limitée, aux sociétés coopératives ».

Art. 110. Dans l'article L2212-29, § 2, du même Code, remplacé par le décret du 26 avril 2012, les mots « social ou » sont remplacés par les mots « ou le siège ».

Art. 111. Dans l'article L2223-8, § 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « social » est abrogé ;

2° l'alinéa 3, le mot « social » est abrogé.

Art. 112. Dans l'article L2223-10 du même Code, les mots « Les articles 63, 130 à 144, 165 à 167, 517 à 530, 538, 540, et 561 à 567 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Les articles 2:49, 2:55, 3:58 à 3:75, 3:100 à 3:102, 7:85 à 7:87, § 1^{er}, 7:93, 7:94, 7:96, 7:121, 7:122, 7:136 et 7:139 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 113. Dans l'article L2223-12, 2^o, du même Code, le mot « social » est abrogé.

Art. 114. Dans l'article L3122-3bis, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014 et remplacé par le décret du 4 octobre 2018, le mot « social » est abrogé.

Art. 115. Dans l'article L4125-3, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, les mots « du tribunal de commerce » sont remplacés par les mots « du tribunal de l'entreprise ».

Art. 116. Dans le chapitre unique du titre unique du livre I^{er} de la sixième partie du même Code, il est inséré un article L6111-4, rédigé comme suit :

« Art. L6111-4. Pour l'application du présent code, l'on entend par capital :

1° pour le capital d'une société anonyme, tel que prévu par le Code des sociétés et des associations, ou, pour une société ayant une autre forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui la régit prévoit une notion analogue, cette notion telle que prévue dans ce droit ;

2° pour les formes de sociétés pour lesquelles le droit belge ou étranger qui régit la société ne prévoit pas une notion analogue, les capitaux propres de la société tels que prévus par le droit belge ou étranger qui régit la société, dans la mesure où ils sont formés par des apports en numéraire, en nature ou en industrie ;

3° pour les personnes morales non visées aux 1° et 2°, le capital tel que défini par le droit commun belge ou étranger qui les régit. ».

Art. 117. Dans l'article L6431-1, § 5, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 29 mars 2018, le mot « social » est abrogé.

Art. 118. Dans l'article L6431-2, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 29 mars 2018, les mots « siège social » sont remplacés par le mot « siège ».

Art. 119. Dans l'article L6441-1, 1°, du même Code, inséré par le décret du 29 mars 2018, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

CHAPITRE 16. — *Dispositions modificatives du décret 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale*

Art. 120. Dans l'article 1^{er}, 1°, du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale, modifié par le décret du 20 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la société à finalité sociale » sont remplacés par les mots « la société coopérative agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations » ;

2° les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 121. Dans l'article 2 du même décret, modifié par le décret du 10 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le mot « social » est abrogé ;

2° à l'alinéa 3, le mot « social » est abrogé ;

3° à l'alinéa 4, le mot « social » est abrogé.

Art. 122. Dans l'article 5 du même décret, modifié par le décret du 3 février 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, le mot « social » est abrogé ;

2° au 2°, le mot « social » est abrogé.

CHAPITRE 17. — *Dispositions modificatives du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé : « I.D.E.S.S. »*

Art. 123. Dans l'article 1^{er}, 1°, du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé : « I.D.E.S.S. », modifié par les décrets des 20 novembre 2008 et 17 juillet 2018, le b. est remplacé par ce qui suit :

« b. une société coopérative agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations; ».

Art. 124. Dans l'article 2 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, les mots « social » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 5, le mot « social » est abrogé ;

3° à l'alinéa 6, le mot « social » est abrogé.

Art. 125. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet » ;

2° au 2°, les mots « siège social » sont remplacés par le mot « siège » ;

3° au 14°, a., les mots « en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « en application des articles 5:16, 5:140 et 7:18 du Code des sociétés et des associations » ;

4° un 18° est inséré, rédigé comme suit :

« 18° pour les I.D.E.S.S. constituées sous la forme d'une coopérative agréée comme entreprise sociale, les statuts prévoient les modalités permettant :

- à chaque travailleur disposant de la pleine capacité civile d'acquiescer, à partir de six mois après son engagement, la qualité de coopérateur ;

- la perte de cette qualité au plus tard un an après la fin des relations entre le travailleur et l'I.D.E.S.S. ».

CHAPITRE 18. — *Disposition modificative du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou cluster*

Art. 126. Dans l'article 1^{er} du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , le groupement d'intérêt économique » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 3, les mots « , de groupement d'intérêt économique » sont abrogés.

CHAPITRE 19. — *Disposition modificative du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie*

Art. 127. Dans l'article 7 du décret 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, modifié par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « en société commerciale » sont remplacés par les mots « en société visée à l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituée en vertu du droit d'un État membre de l'Union européenne » ;

b) au 2°, les mots « établie en société commerciale » sont remplacés par les mots « établie en société visée à l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituée en vertu du droit d'un État membre de l'Union européenne » ;

c) au 3°, les mots « en société commerciale » sont remplacés par les mots « en société visée à l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituée en vertu du droit d'un État membre de l'Union européenne ».

CHAPITRE 20. — *Dispositions modificatives du décret du 15 juillet 2008
relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.)*

Art. 128. Dans l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.), modifié par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, le mot « social » est abrogé ;

2° au 5°, les mots « sous forme de société à finalité sociale telle que visée à l'article 80, 1°, de la loi du 1^{er} mars 2007 portant des dispositions diverses (III) » sont remplacés par les mots « comme l'une des sociétés agréées comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ».

Art. 129. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, modifié par le décret du 20 février 2014, le mot « social » est abrogé.

CHAPITRE 21. — *Dispositions modificatives du décret du 3 avril 2009
relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement*

Art. 130. Dans l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement, les mots « ayant une forme commerciale, soit au sens du droit belge, » sont remplacés par les mots « ayant adoptée une des formes de sociétés visées à l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations ».

Art. 131. Dans l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du même décret, le mot « social » est abrogé.

Art. 132. Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « social » est abrogé ;

2° à l'alinéa 2, le mot « social » est abrogé.

Art. 133. Dans l'article 7, du même décret, le mot « social » est abrogé.

Art. 134. Dans l'article 10, § 4, alinéa 3, du même décret, le mot « social » est abrogé.

CHAPITRE 22. — *Disposition modificative du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget,
de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes*

Art. 135. Dans l'article 3, § 1^{er}, 4°, c), (1), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, inséré par le décret du 17 décembre 2015, le (1) est remplacé par ce qui suit :

« (1) sont administrés conformément au Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 23. — *Dispositions modificatives du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives
d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion*

Art. 136. Dans l'article 1^{er} du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « d'une société à finalité sociale au sens des articles 661 et suivants du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « d'une société coopérative agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations » ;

b) au 2°, les mots « la personne morale à finalité sociale au sens des articles 661 et suivants du Code des sociétés, constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société coopérative à responsabilité limitée ou d'un groupement d'intérêt économique » sont remplacés par les mots « la personne morale constituée sous la forme d'une société coopérative agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ».

Art. 137. Dans l'article 3, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « être une société à finalité sociale au sens des articles 661 et suivants du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « être une société coopérative agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations » ;

b) au 4°, le mot « social » est abrogé ;

c) au 5°, b), les mots « en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « en application des articles 5:16, 5:140 et 7:18 du Code des sociétés et des associations » ;

d) un 9° est inséré, rédigé comme suit :

« 9° pour la demanderesse constituée sous la forme d'une coopérative agréée comme entreprise sociale, les statuts prévoient les modalités permettant :

- à chaque travailleur disposant de la pleine capacité civile d'acquiescer, à partir de six mois après son engagement, la qualité de coopérateur;

- la perte de cette qualité au plus tard un an après la fin des relations entre le travailleur et la demanderesse. ».

Art. 138. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « d'une société anonyme ou d'une société coopérative à responsabilité limitée ou un groupement d'intérêt économique » sont remplacés par les mots « pouvant être agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations » ;

b) le 4° est abrogé ;

c) au 6°, b), le mot « social » est abrogé ;

d) un 11° est inséré, rédigé comme suit :

« 11° pour la demanderesse constituée sous la forme d'une coopérative agréée comme entreprise sociale, les statuts prévoient les modalités permettant :

- à chaque travailleur disposant de la pleine capacité civile d'acquiescer, à partir de six mois après son engagement, la qualité de coopérateur;

- la perte de cette qualité au plus tard un an après la fin des relations entre le travailleur et la demanderesse. ».

Art. 139. Dans l'article 7, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « social » est abrogé ;

2° à l'alinéa 2, le mot « social » est abrogé ;

3° à l'alinéa 3, le mot « social » est abrogé.

Art. 140. Dans l'article 24, § 1^{er}, 2°, du même décret, les mots « livre XI du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Livre 12 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 24. — *Dispositions modificatives du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré*

Art. 141. Dans l'article 15, 1°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les mots « la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises » sont remplacés par les mots « le livre XX, Titre V du Code de droit économique ».

Art. 142. Dans l'article 16, 2°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « visés au livre XI du code des sociétés » sont remplacés par les mots « visés au livre 12 du Code des sociétés et des associations » ;

2° les mots « la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises » sont remplacés par les mots « la procédure de réorganisation judiciaire prévue au livre XX, titre V du Code de droit économique ».

Art. 143. Dans l'article 24 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 5°, les mots « le siège social » sont remplacés par les mots « le siège » ;

2° au 6°, les mots « le siège social » sont remplacés par les mots « le siège ».

CHAPITRE 25. — *Dispositions modificatives du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises*

Art. 144. Dans l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises, les mots « la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes » sont remplacés par les mots « le Code des sociétés et des associations ».

Art. 145. Dans l'article 14 du même décret, les mots « Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 26. — *Disposition modificative du Code des sociétés et des associations*

Art. 146. L'article 8:3 du Code des sociétés et des associations est abrogé.

CHAPITRE 27. — *Dispositions modificatives du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement*

Art. 147. Dans l'article D.181 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « d'un concordat » sont remplacés par les mots « d'une réorganisation judiciaire » ;

2° les mots « des articles 5 et suivants du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « des articles 1:14 et suivants du Code des sociétés et des associations » ;

3° les mots « de l'article 10 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 148. Dans l'article D.152, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 24 novembre 2021, le mot « social » est abrogé.

CHAPITRE 28. — *Disposition modificative du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels*

Art. 149. Dans l'article 2, alinéa 3, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, inséré par le décret du 3 juillet 2008, les mots « son objet social » sont remplacés par les mots « son objet ».

CHAPITRE 29. — *Dispositions modificatives du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques*

Art. 150. Dans l'article 2, 1°, du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 151. Dans l'article 15, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « le Code des sociétés et des associations » ;

2° au 2°, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet » ;

3° au 3°, a), les mots « la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « le Code des sociétés et des associations » ;

4° au 3°, b), les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 152. Dans l'article 23, § 2, 3°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « le Code des sociétés et des associations » ;

2° les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 153. Dans l'article 29, § 2, 7°, du même décret, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 154. Dans l'article 31 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, 1°, les mots « de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations » ;

2° au paragraphe 2, 2°, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

CHAPITRE 30. — *Disposition transitoire*

Art. 155. § 1^{er}. Aussi longtemps que, conformément au chapitre IV, section II, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, le Code des sociétés et des associations ne s'applique pas à une société, association ou fondation, toute référence à une disposition du Code des sociétés et des associations ou de son arrêté d'exécution qui figure dans une disposition légale modifiée par le présent décret, pour ce qui concerne cette société, association ou fondation, est réputée continuer à la mentionner comme une référence à la disposition du Code des sociétés, de son arrêté d'exécution ou autre législation particulière qui figurait dans cette disposition avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Aussi longtemps que, conformément au chapitre IV, section II, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, une société, association ou fondation régie par le droit belge conserve une forme légale que le Code des sociétés et des associations ne reconnaît pas, les dispositions légales modifiées par le présent décret qui mentionnaient cette forme légale avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont réputées continuer à la mentionner comme avant l'entrée en vigueur du présent décret pour ce qui concerne cette société, association ou fondation.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 6 avril 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2022-2023.*

Documents du Parlement wallon, 1190 (2022-2023) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 5 avril 2023.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45408]

**6. APRIL 2023 — Dekret zur Anpassung verschiedener regionaler Bestimmungen
an das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — Bestimmungen zur Abänderung des Erbschaftssteuergesetzes

Artikel 1 - In Artikel 55ter Ziffer 2 des Erbschaftssteuergesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 15. Juli 2008, wird das Wort "zivilrechtlichen" aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 59 Ziffer 2 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, wird die Wortfolge "Berufsverbände und" aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 60bis desselben Gesetzbuches werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° In Paragraf 1^{quater} wird der durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 eingefügte Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Die vorerwähnten Forderungen sind jedoch ausgeschlossen, wenn der gesamte Nennbetrag der Forderungen folgendes überschreitet:

1° der Betrag des Kapitals, der tatsächlich eingezahlt ist und der weder Gegenstand einer Verringerung noch einer Rückzahlung seitens des Verstorbenen zum Zeitpunkt seines Todes war. Die Gewinne, die keine verteilten und als solche besteuerten Gewinne sind und die dem Kapital hinzugefügt werden, werden nicht als eingezahltes Kapital betrachtet;

2° der Teil des Betrags der zum Zeitpunkt des Todes geleisteten Einlagen, wie er sich aus dem Jahresabschluss ergibt, wenn die Gesellschaft eine Rechtsform hat, für die das belgische oder ausländische Recht, dem die Gesellschaft unterliegt, den Begriff des Kapitals oder einen ähnlichen Begriff nicht vorsieht.”;

2° In Absatz 3 erhält Ziffer 3, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 30. April 2009, folgende Fassung:

“3° die Guthaben, die in eine Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten bzw. ein Amt im Sinne von Paragraf 1 Ziffer 1 investiert wurden, nehmen nicht ab infolge von Abhebungen ab dem Datum des Todes des Erblassers, oder, wenn es sich um eine Gesellschaft im Sinne von Paragraf 1 Ziffer 2 handelt, das Kapital oder der Betrag der eingezahlten Einlagen sowohl in Geld als auch in Sachwerten, wie er sich aus dem Jahresabschluss ergibt, nimmt nicht ab, wenn diese Gesellschaft eine Rechtsform hat, für die das belgische oder ausländische Recht, dem die Gesellschaft unterliegt, den Begriff des Kapitals oder einen ähnlichen Begriff nicht vorsieht, infolge von Entnahmen oder Ausschüttungen im Laufe der ersten fünf Jahre ab dem Todestag des Erblassers.”.

KAPITEL 2 — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigeühren

Art. 4 - In Artikel 51 des Gesetzes über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigeühren, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 1989, wird das Wort “Gesellschaftszwecks” durch die Wortfolge “Zwecks oder eines ihrer Ziele” ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 63/1 Absatz 1 Ziffer 3 Buchstabe b) desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 14. April 2011, wird das Wort “Gesellschaftssitz” durch das Wort “Sitz” ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 129 Absatz 1 desselben Gesetzbuchs, ersetzt durch das Gesetz vom 23. Dezember 1958, abgeändert durch das Dekret vom 1. Juni 2017 und abgeändert durch das Gesetz vom 23. März 2019, wird die Wortfolge “oder Kommanditgesellschaft, einer privaten Gesellschaft mit beschränkter Haftung oder einer landwirtschaftlichen Gesellschaft” ersetzt durch die Wortfolge “oder Kommanditgesellschaft, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung oder einer Genossenschaft, die als Landwirtschaftsunternehmen im Sinne von Artikel 8:2 des Gesetzbuchs der Gesellschaften und Vereinigungen zugelassen ist,”.

Art. 7 - In Artikel 130 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, geändert durch das Gesetz vom 14. März 1962 und das Dekret vom 1. Juni 2017, wird die Wortfolge “einer Aktiengesellschaft, oder einer Genossenschaft” durch die Wortfolge “einer Aktiengesellschaft, einer Europäischen Aktiengesellschaft, einer Europäischen Genossenschaft oder einer Genossenschaft, die nicht als Landwirtschaftsunternehmen im Sinne von Artikel 8:2 des Gesetzbuchs der Gesellschaften und Vereinigungen zugelassen ist,” ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 131^{quater} Ziffer 2 desselben Gesetzbuches, der durch das Dekret vom 15. Juli 2008 eingefügt wurde, wird das Wort “zivilrechtlichen” aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 140 Ziffer 2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, wird die Wortfolge “Berufsverbände und” aufgehoben.

Art. 10 - In Artikel 140bis § 4 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und ersetzt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Die vorerwähnten Forderungen sind jedoch ausgeschlossen, wenn der gesamte Nennbetrag der Forderungen folgendes überschreitet:

1° der Teil des Kapitals, der tatsächlich eingezahlt ist und der Gegenstand von keiner Verringerung oder keiner Rückzahlung seitens des Schenkers zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde gewesen ist. Die Gewinne, die keine verteilten und als solche besteuerten Gewinne sind und die dem Kapital hinzugefügt werden, werden nicht als eingezahltes Kapital betrachtet;

2° der Teil des Betrags der zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde geleisteten Einlagen, wie er sich aus dem Jahresabschluss ergibt, wenn die Gesellschaft eine Rechtsform hat, für die das belgische oder ausländische Recht, dem die Gesellschaft unterliegt, den Begriff des Kapitals oder einen ähnlichen Begriff nicht vorsieht.”.

Art. 11 - In Artikel 140^{quinquies} § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und ersetzt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

“3° die Guthaben, die in eine Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten bzw. ein Amt im Sinne von Paragraf 140bis § 1 Ziffer 1 investiert wurden, nehmen nicht ab infolge von Abhebungen ab dem Datum der authentischen Schenkungsurkunde, oder, wenn es sich um eine Gesellschaft im Sinne von Paragraf 140bis § 1 Ziffer 2 handelt, das Kapital oder der Betrag der eingezahlten Einlagen sowohl in Geld als auch in Sachwerten, wie er sich aus dem Jahresabschluss ergibt, nimmt nicht ab, wenn diese Gesellschaft eine Rechtsform hat, für die das belgische oder ausländische Recht, dem die Gesellschaft unterliegt, den Begriff des Kapitals oder einen ähnlichen Begriff nicht vorsieht, infolge von Entnahmen oder Ausschüttungen im Laufe der ersten fünf Jahre ab dem Datum der authentischen Schenkungsurkunde.”.

KAPITEL 3 — Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen

Art. 12 - Artikel 86 des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. November 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Das in Buch XX des Wirtschaftsgesetzbuches vorgesehene Konkursverfahren und das Verfahren der gerichtlichen Reorganisation und die Artikel 7:228,7:229 und 7:230 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen sind nicht auf die Gesellschaft anwendbar.”;

2° In Paragraf 4 wird die Wortfolge “Der Gesellschaftssitz” durch die Wortfolge “Der Sitz” ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 88 § 1 Ziffer 3 wird das Wort "Gesellschaftszwecks" durch das Wort "Zwecks" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 90 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 15. Mai 2003 wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 103 § 1 wird das Wort "Gesellschaftszwecks" durch das Wort "Zwecks" ersetzt.

Art. 16 - Artikel 116 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2003, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "in Artikel 143 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "in Artikel 3:74 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 17 - Artikel 130 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "Genossenschaft mit begrenzter Haftung" durch die Wortfolge "Genossenschaft oder einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung" ersetzt;

2° in Paragraf 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "Gesetzbuch über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

3° in Paragraf 2 Ziffer 1 wird die Wortfolge "des Gesellschaftszwecks" durch die Wortfolge "des Zwecks, der Ziele und gegebenenfalls der Zielsetzung und der Werte" ersetzt."

Art. 18 - In Artikel 133 § 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird die Wortfolge "ihres Gesellschaftszwecks" durch die Wortfolge "ihres Zwecks" ersetzt.

Art. 19 - In Titel III Kapitel 2 Abschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird die Überschrift des Unterabschnitts 1 durch "Das Gesellschaftsvermögen" ersetzt.

Art. 20 - Artikel 138 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch die Dekrete vom 23. November 2006 und vom 9. Februar 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "Die Beteiligung der Region am Kapital einer Gesellschaft ist auf ein Viertel begrenzt" ersetzt durch die Wortfolge "Die Region darf weder mehr als ein Viertel der mit den Wertpapieren einer Gesellschaft verbundenen Stimmrechte besitzen noch Einlagen tätigen, die mehr als ein Viertel des Vermögens einer Gesellschaft ausmachen";

2° in Paragraf 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "Die Mehrheit im Kapital einer Gesellschaft wird von juristischen Personen öffentlichen Rechts gehalten." durch die Wortfolge "Die Mehrheit der Stimmrechte, die mit den von einer Gesellschaft ausgegebenen Wertpapieren verbunden sind, wird zu jedem Zeitpunkt von juristischen Personen öffentlichen Rechts gehalten";

3° Paragraf 1 Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Eine natürliche Person, die eine juristische Person öffentlichen Rechts vertritt, kann keine Stimmrechte ausüben, die mit Wertpapieren verbunden sind, die von juristischen Personen des Privatrechts oder von ihr selbst gehalten werden.";

4° Paragraf 2 Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Unbeschadet des ersten Paragrafen wird den Aktionären im Falle einer Veräußerung der Wertpapiere der Gesellschaft ein Vorkaufsrecht gewährt. Wenn die Wertpapiere von einer juristischen Person öffentlichen Rechts, von einer natürlichen Person, von einer im Bereich der gemeinnützigen Vereine tätigen juristischen Person privaten Rechts oder von einer im wirtschaftlichen Bereich tätigen juristischen Person privaten Rechts veräußert werden, ist das Vorkaufsrecht den Aktionären derselben Kategorie vorbehalten.";

5° in Paragraf 2 Absatz 2 wird das Wort "Gesellschafter" durch das Wort "Aktionär" und die Wortfolge "an der Gesellschaft beteiligten juristischen Person öffentlichen Rechts" durch die Wortfolge "juristischen Person, die Aktionär ist," ersetzt;

6° Paragraf 2 Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Preis der Aktien entspricht dem eingezahlten Teil der Aktien. Der Preis von anderen Wertpapieren als Aktien entspricht ihrem Zeichnungswert.";

7° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Die Satzungen der Gesellschaft sehen das Recht der Anteilseigner vor, zu Lasten des Gesellschaftsvermögens aus der Gesellschaft auszutreten, und regeln die Modalitäten dafür.

Der Betrag des Austrittsanteils für die Aktien, für die ein Aktionär seinen Austritt beantragt, entspricht dem eingezahlten und noch nicht zurückgezahlten Betrag für diese Aktien, ohne dass er höher sein darf als der Betrag des Anteils, den diese Aktien an dem Nettovermögen dieser Aktien darstellen, wie es sich aus dem letzten genehmigten Jahresabschluss ergibt.";

8° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 4. Die Satzungen der Gesellschaft sehen die Möglichkeit des Ausschlusses eines Aktionärs vor und regeln die Modalitäten dafür.";

9° ein § 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 5. Im Falle der Liquidation der Gesellschaft wird der Liquidationsüberschuss einer anderen Wohnungsgesellschaft des öffentlichen Rechts, die von der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft bestimmt wird und die akzeptiert, oder, in Ermangelung dessen, der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft zugewiesen.";

10° ein § 6 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 6. Die Gesellschaft darf nur Namenspapiere ausgeben.";

11° ein § 7 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 7. Die Satzungen der Gesellschaft bestimmen die Anzahl der mit jedem Wertpapier verbundenen Stimmen sowie ihren Anteil am Gewinn und an der Rückzahlung der Einlagen.";

12° ein § 8 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“§ 8. Die Gesellschaft darf ihre eigenen Wertpapiere weder direkt noch durch Personen erwerben, die in eigenem Namen, aber für Rechnung der Gesellschaft handeln.”.

Art. 21 - Artikel 140 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort “freiwillige” wird aufgehoben;

2° zwischen das Wort “Umstrukturierungen” und das Wort “durchführen” wird die Wortfolge “gemäß den Bestimmungen von Teil 4 Buch 12 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen” eingefügt.

Art. 22 - In Artikel 144 § 3 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 15. Mai 2003 wird die Wortfolge “Gesetzbuch über die Gesellschaften” durch die Wortfolge “Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen” ersetzt.

Art. 23 - Artikel 147 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“Die mit den Wertpapieren verbundenen Stimmrechte werden durch die Satzungen der Gesellschaft bestimmt.”;

2° in Paragraf 2 wird die Wortfolge “für jeglichen Beschluss bezüglich des Ausschlusses von Gesellschaftern” durch die Wortfolge “für jeglichen Beschluss über den Ausschluss von Aktionären” ersetzt;

3° in Paragraf 2 wird die Wortfolge “eine absolute Mehrheit der Stimmen der vertretenen Anteile erforderlich, einschließlich der absoluten Mehrheit der Stimmen der Gesellschafter der lokalen Behörden.” ersetzt durch die Wortfolge “neben den zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahlen und Mehrheiten, die im Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen oder in den Satzungen vorgesehen sind, die Mehrheit der Stimmen der Aktionäre als juristische Personen des öffentlichen Rechts, erforderlich.”.

Art. 24 - Die Überschrift von Titel III Kapitel II Abschnitt 2 Unterabschnitt 4 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006 wird durch die Überschrift “Verwaltungsorgane” ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 148 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 9. Februar 2012 und vom 16. Mai 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Wenn die Wallonische Region in den von der Regierung in Anwendung von Artikel 138 § 1 Absatz 1 bestimmten Fällen Stimmrechte besitzt, die ein Viertel der mit den Wertpapieren einer Gesellschaft verbundenen Stimmrechte überschreiten, oder wenn der Gesamtbetrag der Einlagen der Wallonischen Region mehr als ein Viertel des Vermögens einer Gesellschaft ausmacht, setzt sich das Verwaltungsorgan aus zwei Verwaltern zusammen, die die Wallonische Region vertreten.”;

2° in Paragraf 1 Absatz 5 wird das Wort “Mitglieder” jedes Mal durch das Wort “Aktionäre” ersetzt;

3° in Paragraf 1 Absatz 5 wird die Wortfolge “der von Privatleuten oder von juristischen Personen privaten Rechts im Kapital gehaltenen Gesellschaftsanteile” ersetzt durch die Wortfolge “der von natürlichen Personen oder von juristischen Personen des privaten Rechts im Kapital gehaltenen Wertpapiere”;

2° in Paragraf 1 Absatz 10 wird das Wort “Mitglieder” durch das Wort “Aktionäre” ersetzt;

Art. 26 - In Artikel 148^{ter} desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt:

“Die Gesellschaft setzt einen Ausschuss für die Zuweisungen von Wohnungen ein und kann einen Verwaltungsausschuss bilden.

In den Satzungen der Gesellschaft werden ihre Zusammensetzung, ihre Kompetenzen und ihre Arbeitsweise geregelt.

Diese Organe werden für die Vertreter der lokalen Behörden ebenfalls nach der in Artikel 148 § 1 genannten Proportionalregel zusammengesetzt.”;

2° in dem früheren Absatz 4, der nunmehr Absatz 6 ist, wird das Wort “Verwaltungsorgane” durch das Wort “Organe” ersetzt;

3° In dem früheren Absatz 5, der nunmehr Absatz 7 ist, wird die Wortfolge “der Verwaltungsorgane” durch die Wortfolge “dieser Organe” ersetzt.

Art. 27 - In Artikel 148^{quater} desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort “Verwaltungsrat” durch das Wort “Verwaltungsorgan” ersetzt;

2° In Absatz 1 wird die Wortfolge “Verwaltungsorgan” durch die Wortfolge “anderen Organe” ersetzt;

3° in Absatz 2 wird die Wortfolge “des Verwaltungsrates” durch das Wort “des Verwaltungsorgans” ersetzt;

4° in Absatz 2 wird das Wort “Verwaltungsorganen” durch das Wort “Organen” ersetzt;

5° in Absatz 3 wird die Wortfolge “durch den Verwaltungsrat beigebrachten Belegen” durch das Wort “durch das Verwaltungsorgan genehmigten Belegen” ersetzt.

Art. 28 - In Artikel 148^{quinqüies} Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. November 2006, wird das Wort “Verwaltungsrats” durch das Wort “Verwaltungsorgans” ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 149 Ziffer 1 Absatz 4 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006 wird die Wortfolge “in Artikel 143 des Gesetzbuches über die Gesellschaften” durch die Wortfolge “in Artikel 3:74 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen” ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 150 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 30. März 2006, vom 9. Februar 2012 und vom 16. Mai 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 2 wird das Wort “Mitglied” durch das Wort “Aktionär” ersetzt;

2° In Absatz 3 Wort “Mitgliedern” durch das Wort “Aktionären” ersetzt;

3° in Absatz wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 152 Paragraf 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006 und vom 9. Februar 2012, wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 152*bis* desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Verwaltungsrates" durch das Wort "Verwaltungsorgans" ersetzt;

2° Absatz wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Handlungen der täglichen Geschäftsführung sowie Handlungen, die nach diesem Gesetzbuch in die Zuständigkeit des geschäftsführenden Direktors fallen, werden von dem gemäß Artikel 158 des Gesetzbuches bestellten geschäftsführenden Direktor unterzeichnet."

Art. 33 - In Artikel 152*ter* desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006, wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 152*quater* desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird das Wort "Verwaltungsräte" durch das Wort "Verwaltungsorgane" ersetzt;

2° In Absatz 3 wird das Wort "Verwaltungsrates" durch das Wort "Verwaltungsorgans" ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 152*quinquies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 23. November 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Verwaltungsorgane" jeweils durch das Wort "Organe" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Begriff "Kommissar-Revisor" durch das Wort "Betriebsrevisor" ersetzt;

3° in Absatz 2 wird nach der Wortfolge "erneuert werden kann" die Wortfolge "Er wird zum Kommissar-Revisor bestellt." eingefügt.;

4° in Absatz 3 wird das Wort "Revisor" durch das Wort "Kommissar-Revisor" ersetzt;

5° in Absatz 4 wird das Wort "Revisor" durch das Wort "Betriebsrevisor" ersetzt;

6° in Absatz 7 wird das Wort "Revisoren" durch das Wort "Betriebsrevisoren" ersetzt;

Art. 36 - In Artikel 153 desselben Gesetzbuches wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 37 - In Artikel 155 § 3 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge "den Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "das Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 158 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 30. März 2006 und vom 1. Juni 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird das Wort "eingestellt" durch das Wort "bestellt" ersetzt;

3° in Paragraf 1 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt;

3° in Paragraf 2 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt;

Art. 39 - In Artikel 158*bis* Absatz 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006, wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 159*bis* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006, wird die Wortfolge "des Gesellschaftszwecks" durch die Wortfolge "des Zwecks" ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 161 § 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird das Wort "Verwaltungsrates" durch das Wort "Verwaltungsorgans" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird zwischen die Wortfolge "Der Rechenschaftsbericht enthält" und dem Wort "insbesondere" die Wortfolge "neben den nach den Bestimmungen des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen erforderlichen Angaben" eingefügt.

Art. 42 - In Artikel 162 § 1 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 1. Juni 2017, wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 43 - In Artikel 163 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und vom 20. Juli 2005, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraf 1 wird eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"7° die Liquidation der Gesellschaft.;"

2° In Paragraf 2 Ziffer 1 werden die Worte "die Satzungen" durch die Worte "den Entwurf der Satzungen" ersetzt;

3° in Paragraf 2 wird Ziffer 2 aufgehoben.

Art. 44 - In Artikel 166 § 4 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. November 2006, wird das Wort "Mitglied" ersetzt durch das Wort "Aktionär".

Art. 45 - In Artikel 170 § 4 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 15. Mai 2003 wird die Wortfolge "Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 171 desselben Gesetzbuches wird das Wort "Verwaltungsrates" durch das Wort "Verwaltungsorgans" ersetzt.

Art. 47 - In Artikel 174 § 4 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 20. Juli 2005 und vom 23. November 2006, wird das Wort "ihren Verwaltungsrat" durch das Wort "ihr Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 48 - In Artikel 174*bis* Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 9. Februar 2012, wird die Wortfolge "des Kapitals besitzt" durch die Wortfolge "der Stimmrechte, die mit den von der Gesellschaft ausgegebenen Wertpapiere verbunden sind, besitzt, oder wenn ihre Einlage mehr als ein Viertel des Vermögens der Gesellschaft ausmacht" ersetzt.

Art. 49 - In Artikel 175.1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 23. November 2006, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 2 Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Das in Buch XX des Wirtschaftsgesetzbuches vorgesehene Konkursverfahren und das Verfahren der gerichtlichen Reorganisation und die Artikel 7:228,7:229 und 7:230 des Gesetzbuchs der Gesellschaften und Vereinigungen sind nicht auf die Gesellschaft anwendbar.";

2° in § 3 wird das Wort "Gesellschaftssitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt.

Art. 50 - In Artikel 175.2 § 7 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 9. Februar 2012, wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 51 - In Artikel 175.7 § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird das Wort "Gesellschaftszwecks" durch das Wort "Zwecks" ersetzt.

Art. 52 - Artikel 175.15 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2003, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "über die Gesellschaften" durch die Wortfolge " der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "in Artikel 143 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "in Artikel 3:74 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 53 - Artikel 185*bis* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "über die Gesellschaften" durch die Wortfolge " der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "in Artikel 143 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "in Artikel 3:74 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 54 - In Artikel 191 § 2 Absatz 2 Buchstabe A Ziffer 2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019 wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 55 - In Artikel 192/1 § 2 Ziffer 3 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

KAPITEL 4 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben*

Art. 56 - In Artikel 16 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben wird die Wortfolge "die die Form einer Handelsgesellschaft hat oder an eine solche" durch die Wortfolge "oder an eine" ersetzt.

Art. 57 - In Artikel 25 Absatz 4 desselben Dekrets wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 58 - In Artikel 30 Absatz 2 desselben Dekrets wird das Wort "Gesellschaftskapitals" durch das Wort "Kapitals" ersetzt.

KAPITEL 5 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region*

Art. 59 - In Artikel 1 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, ersetzt durch das Dekret vom 29. März 2018, wird die Wortfolge "den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften" durch die Wortfolge dem "Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 60 - In Artikel 7 desselben Dekrets wird die Wortfolge "die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften" durch die Wortfolge dem "das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 61 - In Artikel 8 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 29. März 2018 wird die Wortfolge "Artikel 544 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Artikel 7:55 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 62 - In Artikel 9 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, wird die Wortfolge "und in Abweichung von Artikel 646 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" aufgehoben.

Art. 63 - In Artikel 11 Absatz 6 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 29. März 2018, wird die Wortfolge "Gesetzbuch über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 6 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben*

Art. 64 - In Artikel 9 Absatz 3 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird die Wortfolge "in den Artikeln 671 bis 677 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "in den Artikeln 12:1 bis 12:8 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 65 - In Artikel 18*bis* § 3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 wird die Wortfolge "in den Artikeln 671 bis 677 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "in den Artikeln 12:1 bis 12:8 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 66 - In Artikel 20*quinquies* Ziffer 3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 wird die Wortfolge "in den Artikeln 671 bis 677 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "in den Artikeln 12:1 bis 12:8 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 67 - In Artikel 35^{quater} § 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 wird die Wortfolge "der Artikel 673 bis 675 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "der Artikel 12:4 bis 12:6 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 7 — *Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsstellen im Nahbereich*

Art. 68 - In Artikel 2 des Gesetzes vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsstellen im Nahbereich, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 9. Dezember 2021, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- 1° in der französischen Fassung von Paragraf 4 wird das Wort "social" aufgehoben;
- 2° in der französischen Fassung von Paragraf 5 wird das Wort "social" aufgehoben;
- 3° in der französischen Fassung von Paragraf 6 wird das Wort "social" aufgehoben;

Art. 69 - In Artikel 2^{ter} Absatz 1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird zwischen die Wortfolge "de fusion ou de scission de société" und die Wortfolge "d'apport d'universalités ou de branche d'activités" die Wortfolge "ou d'association" eingefügt.

2° in der französischen Fassung wird die Wortfolge "visés au livre XI du Code des sociétés" aufgehoben;

3° in der französischen Fassung wird die Wortfolge "la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises" durch die Wortfolge "le titre V du livre XX du Code de droit économique" ersetzt.

KAPITEL 8 — *Bestimmungen zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches*

Art. 70 - In Artikel D.22 Ziffer 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird die Wortfolge "gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Erteilung der Rechtspersönlichkeit an die Vereinigungen ohne Erwerbzzweck und öffentlichen Einrichtungen" durch die Wortfolge "gemäß dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 71 - Artikel D.28-3 desselben Gesetzbuches wird Ziffer 1, eingefügt durch das Dekret vom 23. Januar 2014, durch folgendes ersetzt:

"1° "Vereinigung": die Vereinigung im Sinne von Artikel 1:2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen;"

Art. 72 - Artikel D.28-11 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 23. Januar 2014, wird folgendermaßen abgeändert:

1° die Wortfolge "des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen" wird durch die Wortfolge "des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° die Wortfolge "Unternehmen mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 661 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Genossenschaften, die gemäß Artikel 8:5 § 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen als Sozialunternehmen zugelassen sind," ersetzt.

Art. 73 - Artikel D.155 § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge "eines Vergleichsverfahrens" wird ersetzt durch die Wortfolge "einer gerichtliche Reorganisation";

2° die Wortfolge "der Artikel 5 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "der Artikel 1:14 ff. des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

3° die Wortfolge "des Artikels 10 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "des Artikels 1:19 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 9 — *Bestimmungen zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Art. 74 - In Artikel D.64 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird in der französischen Fassung das Wort "civile" durch das Wort "juridique" ersetzt.

Art. 75 - In Artikel D.331 § 1 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge "das Gesetzbuch über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 76 - Artikel D.333 § 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 7. November 2007 und vom 2. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 4 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt.

KAPITEL 10 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind*

Art. 77 - In Artikel 4 Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird die Wortfolge "in Artikel 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften aufgelisteten" durch die Wortfolge "in Artikel 1:5 § 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen aufgelisteten oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gegründeten" ersetzt.

Art. 78 - In Artikel 16 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird die Wortfolge "im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "im Sinne von Buch 12 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 11 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe*

Art. 79 - In Artikel 3 § 2 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird die Wortfolge "Artikel 2 § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Artikel 1:5 § 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen erwähnten oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gegründeten" ersetzt.

Art. 80 - In Artikel 13 Absatz 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge "Artikel 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Artikel 1:5 § 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen erwähnten oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gegründeten" ersetzt.

Art. 81 - In Artikel 21 Absatz 1 Buchstabe b desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird die Wortfolge "im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "im Sinne von Buch 12 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 12 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe*

Art. 82 - In Artikel 3 § 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird die Wortfolge "Art. 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Artikel 1:5 § 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen aufgelisteten oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gegründeten" ersetzt.

Art. 83 - In Artikel 9 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge "Art. 633 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Artikel 7:228 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 84 - In Artikel 17 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird die Wortfolge "im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "im Sinne von Buch 12 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 13 — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste*

Art. 85 - In Artikel 4 Paragraph 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste, abgeändert durch die Dekrete vom 6. November 2008 und vom 19. März 2009, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "visées par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations" durch die Wortfolge "auxquelles s'appliquent les dispositions de la partie 3 du Code des sociétés et des associations" ersetzt.

KAPITEL 14 — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen*

Art. 86 - In Artikel 5 Absatz 1 des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen, ersetzt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 wird die Wortfolge "zum einzigen Gesellschaftszweck hat" durch die Wortfolge "zum einzigen Zweck hat" ersetzt.

KAPITEL 15 — *Bestimmungen zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung*

Art. 87 - In Artikel L1122-14 Paragraph 2 Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, eingefügt durch das Dekret vom 26. April 2012 und abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018 wird die Wortfolge "Gesellschafts- oder Betriebssitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt.

Art. 88 - In Artikel L1157-1 Absatz 2 Ziffer 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "centre public d'aide sociale" durch die Wortfolge "centre public d'action sociale" ersetzt.

Art. 89 - In Artikel L1231-8 Paragraph 2 desselben Kodex werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "Gesellschaftskapital" durch das Wort "Kapital" ersetzt.

Art. 90 - In Artikel L1231-10 desselben Kodex wird die Wortfolge "Die Artikel 63, 130 bis 144, 165 bis 167, 517 bis 530, 538, 540 et 561 bis 567 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Die Artikel 2:49, 2:55, 3:58 bis 3:75, 3:100 bis 3:102, 7:85 bis 7:87 Paragraph 1, Artikel 7:93, 7:94, 7:96, 7:121, 7:122, 7:136 und 7:139 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 91 - Artikel L1231-11 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1231-11 - Die autonomen Gemeinderegien unterliegen in Bezug auf ihre Buchführung dem Wirtschaftsgesetzbuch."

Art. 92 - In Artikel L1512-5 Absatz 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird das Wort "Gesellschaftszwecks" durch das Wort "Zwecks" ersetzt.

Art. 93 - In Artikel L1512-6 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

2° in Paragraph 2 Absatz 2 wird das Wort "Gesellschaftszwecks" durch das Wort "Zwecks" ersetzt;

3° in Paragraph 3 Absatz 1 wird das Wort "Gesellschaftsnamen" durch das Wort "Namen" ersetzt.

Art. 94 - In Artikel L1512-7 Absatz 2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 6. Mai 2010 wird die Wortfolge "im Sinne von Artikel 86 § 1 des EG-Vertrags" durch die Wortfolge "im Sinne von Artikel 106 Paragraph 1 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union" ersetzt.

Art. 95 - In Artikel L1522-1 Paragraph 2 Absatz 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Punkt 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"3. ihren Sitz;"

b) in Punkt 5 wird die Wortfolge "und ihrer sonstigen Verpflichtungen" durch die Wortfolge ", ihrer sonstigen Verpflichtungen sowie gegebenenfalls die Höhe des satzungsmäßigen Kapitals" ersetzt.

Art. 96 - In Artikel L1522-7 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Gesellschaftskapitals" durch das Wort "Kapitals" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird das Wort "Gesellschaftskapitals" durch die Wörter "satzungsmäßigen Kapitals" ersetzt.

Art. 97 - Artikel L1523-1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 29. März 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1523-1 - § 1. Die Interkommunalen nehmen die Rechtsform der Aktiengesellschaft, der Genossenschaft oder der Gesellschaft mit beschränkter Haftung an.

§ 2. Wenn die Interkommunale die Rechtsform der Aktiengesellschaft oder Gesellschaft mit beschränkter Haftung annimmt, bestimmen die Statuten, dass das Kapital nicht verfügbar ist.

Im Falle von satzungsgemäß nicht verfügbarem Kapital ist jegliche Ausschüttung von Einlagen verboten.

§ 3. Auf die Interkommunalen findet das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen Anwendung, sofern die Statuten wegen der besonderen Art der Vereinigung von dem besagten Gesetzbuch nicht abweichen."

Art. 98 - In Artikel L1523-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Gesetzbuch über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° in Absatz 1 Punkt 5 wird das Wort "Gesellschaftssitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt;

3° in Absatz 1 wird ein Punkt 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5/1 die Anschrift des Sitzes;";

4° in Absatz 1 wird Punkt 11 durch Folgendes ersetzt:

"11. die Übernahme des Defizits durch die Gesellschafter, sobald das Nettoaktivvermögen auf einen Betrag reduziert wird, und zwar entweder auf drei Viertel des Kapitals, wenn die Interkommunale die Form einer Genossenschaft angenommen hat, oder auf den Betrag des satzungsgemäß nicht verfügbaren Kapitals, wenn die Interkommunale die Form einer Aktiengesellschaft oder einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung angenommen hat;";

5° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für Interkommunale, die die Form einer Genossenschaft angenommen haben, enthalten die Statuten auch eine Beschreibung des genossenschaftlichen Zwecks und der Werte der Genossenschaft.";

6° in Absatz 2 wird das Wort "Gesellschaftskapitals" durch das Wort "Kapitals" ersetzt.

Art. 99 - In Artikel L1523-3 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird das Wort "Gesellschaftssitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt.

Art. 100 - In Artikel L1523-5 Absatz 2 Ziffer 4 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird das Wort "Gesellschaftszwecks" durch das Wort "Zwecks" ersetzt.

Art. 101 - In Artikel L1523-6 Paragraph 2 Absatz 2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 29. März 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "Handelsgerichts" wird durch das Wort "Unternehmensgerichtes" ersetzt;

2° die Wortfolge "Gesetzbuch über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 102 - In Artikel L1523-8 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird die Wortfolge "Gesellschafts- oder Grundkapitals" durch das Wort "Grundkapitals" ersetzt.

Art. 103 - In Artikel L1523-12 Paragraph 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 26. April 2012 und das Dekret vom 29. März 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "die Anzahl Anteile" durch die Wortfolge "die Anzahl Aktien oder Anteile" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "Anteile" durch die Wortfolge "Aktien oder Anteile" ersetzt.

Art. 104 - In Artikel L1523-15 Paragraph 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, wird Absatz 3 durch vier Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"Die Anzahl unabhängiger Verwalter beträgt höchstens zwei. Sie werden von der Generalversammlung mit einer Stimmenmehrheit von Dreivierteln ernannt, auf Vorschlag des Verwaltungsrats, der mit einer Stimmenmehrheit von Dreivierteln ausgedrückt wird.

Bei seiner Ernennung erfüllt jeder unabhängige Verwalter mindestens die folgenden Kriterien:

1° er darf weder bei der Gesellschaft noch bei einer mit ihr verbundenen Gesellschaft oder Person im Sinne von Artikel 1:20 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen ein Mandat als geschäftsführendes Mitglied des Verwaltungsorgans oder eine Funktion als Mitglied des Direktionsausschusses, als Mitglied des Direktionsrates oder als Beauftragter für die tägliche Geschäftsführung ausüben oder in den letzten fünf Jahren vor seiner Ernennung ausgeübt haben;

2° er darf dem Verwaltungsrat nicht mehr als drei aufeinanderfolgende Amtszeiten als nicht geschäftsführender Verwalter angehören oder angehört haben, wobei dieser Zeitraum zwölf Jahre nicht überschreiten darf;

3° er darf nicht zum leitenden Personal im Sinne von Artikel 19 Ziffer 2 des Gesetzes vom 20. September 1948 zur Organisation der Wirtschaft, der Gesellschaft oder einer mit ihr im Sinne von Artikel 1:20 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen verbundenen Gesellschaft oder Person gehören oder in den letzten fünf Jahren vor seiner Ernennung gehört haben;

4° er darf von der Gesellschaft oder einer mit ihr verbundenen Gesellschaft oder Person im Sinne von Artikel 1:20 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen keine Vergütung oder einen anderen wesentlichen Vorteil vermögensrechtlicher Art erhalten oder erhalten haben, abgesehen von den Tantiemen und Honoraren, die er gegebenenfalls als nicht geschäftsführendes Mitglied des Verwaltungsorgans oder als Mitglied des Aufsichtsorgans erhält;

5° a) er darf weder direkt noch indirekt, allein oder gemeinsam mit anderen, eine oder mehrere Aktien oder einen oder mehrere Anteile besitzen, die ein Zehntel oder mehr des Kapitals, der Stimmrechte oder einer Kategorie von Aktien oder Anteilen der Gesellschaft ausmachen;

b) er darf in keiner Weise einen Gesellschafter vertreten, der unter die Bedingungen von Buchstabe a fällt;

6° er darf keine wesentliche Geschäftsbeziehung mit der Gesellschaft oder einer mit ihr verbundenen Gesellschaft oder Person im Sinne von Artikel 1:20 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen unterhalten oder im Laufe des Jahres vor seiner Ernennung unterhalten haben, weder direkt noch als Gesellschafter, Aktionär, Mitglied des Verwaltungsorgans oder Mitglied des leitenden Personals im Sinne von Artikel 19 Ziffer 2 des Gesetzes vom 20. September 1948 zur Organisation der Wirtschaft, einer Gesellschaft oder Person, die eine solche Beziehung unterhält;

7° er darf nicht Gesellschafter oder Arbeitnehmer des derzeitigen oder früheren Revisors der Gesellschaft oder einer mit ihr verbundenen Gesellschaft oder Person im Sinne von Artikel 1:20 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen sein oder in den letzten fünf Jahren vor seiner Ernennung ein solcher Gesellschafter oder Arbeitnehmer gewesen sein;

8° er darf kein geschäftsführendes Mitglied des Verwaltungsorgans einer anderen Gesellschaft sein, in der ein geschäftsführender Direktor der Gesellschaft als nicht geschäftsführendes Mitglied des Verwaltungsorgans oder als Mitglied des Aufsichtsorgans tätig ist, und er darf auch keine anderen wichtigen Verbindungen zu den geschäftsführenden Verwaltern der Gesellschaft aufgrund von Funktionen haben, die er in anderen Gesellschaften oder Organen innehat;

9° er darf weder innerhalb der Gesellschaft noch innerhalb einer Gesellschaft oder einer mit ihr verbundenen Person im Sinne von Artikel 1: 20 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen einen Ehepartner, einen gesetzlich Zusammenwohnenden, einen Verwandten oder einen Verschwägerten bis zum zweiten Grad haben, der ein Mandat als Mitglied des Verwaltungsorgans, als Mitglied des Direktionsrates, als Beauftragter für die tägliche Geschäftsführung oder als Mitglied des Führungspersonals im Sinne von Artikel 19 Ziffer 2 des Gesetzes vom 20. September 1948 zur Organisation der Wirtschaft ausübt, oder der sich in einem der anderen in den Ziffern 1 bis 8 definierten Fälle befindet.

Im Ernennungsbeschluss werden die Gründe genannt, aufgrund derer die Eigenschaft als unabhängiger Verwalter zuerkannt wird.

Die Regierung sowie die Statuten können zusätzliche oder strengere Kriterien vorsehen.“.

Art. 105 - In Artikel L1523-16 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“Diese Dokumente werden gemäß Buch III Titel 3 Kapitel 2 des Wirtschaftsgesetzbuches, dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen und ihren Durchführungserlassen erstellt, sofern die Statuten oder spezifische gesetzliche Bestimmungen nicht davon abweichen.“;

b) die Absätze 5 und 6 werden durch Folgendes ersetzt:

“Dieser Lagebericht enthält:

1° einen Kommentar zum Jahresabschluss, um die Ergebnisse und die Entwicklung der Geschäfte und der Lage der Gesellschaft wahrheitsgemäß und vollständig darzustellen, sowie eine Beschreibung der wesentlichen Risiken und Ungewissheiten, denen die Gesellschaft ausgesetzt ist. Der Lagebericht enthält gegebenenfalls Verweise auf die im Jahresabschluss angegebenen Beträge und zusätzliche Erläuterungen dazu;

2° Angaben zu wichtigen Ereignissen, die nach dem Ende des Geschäftsjahres eingetreten sind;

3° Angaben über Umstände, die einen erheblichen Einfluss auf die Entwicklung der Gesellschaft haben können, sofern diese Angaben der Gesellschaft keinen ernsthaften Schaden zufügen;

4° gegebenenfalls Angaben zu den Forschungs- und Entwicklungstätigkeiten;

5° den Nachweis, dass mindestens ein Mitglied des Auditausschusses über Fachkenntnisse in den Bereichen Buchführung und Audit verfügt;

6° die Organisationsstruktur, das vollständige Funktionsorganigramm der Organisation, die Entwicklungslinien sowie einen mehrjährigen Finanzplan. Die Entwicklungslinien enthalten insbesondere Informationen über die Beschäftigungsstruktur, deren Entwicklung und die Beschäftigungsprognosen sowie über das während des gesamten oder eines Teils des Bezugsjahres beschäftigte Personal.“.

Art. 106 - In Artikel L1523-22 Absatz 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden die Wörter “gesellschaftlichen Zwecks” durch das Wort “Zwecks” ersetzt.

Art. 107 - In Artikel L1523-23 Paragraph 1 Absatz 2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2007, wird die Wortfolge “Artikeln 92, 94, 95, 143, 608, 616, 624 und 874 des Gesetzbuches über die Gesellschaften” durch die Wortfolge “Artikeln 3:1, 3:4, 3:5, 3:6, 3:74, 7:203, 7:211 und 7:220 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen” ersetzt.

Art. 108 - In Artikel L1523-24 Paragraph 1 Absatz 2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2007, wird das Wort “Gesellschaftsgesetzbuch” durch die Wortfolge “Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen” ersetzt.

Art. 109 - In Artikel L1532-1 Paragraph 3 Ziffer 1 Absatz 3 desselben Kodex, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, wird die Wortfolge “Gesetzbuches über die Gesellschaften, die auf die Genossenschaften mit beschränkter Haftung” durch die Wortfolge “Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen, die auf die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, auf Genossenschaften” ersetzt.

Art. 110 - In Artikel L2212-29 Paragraph 2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 26. April 2012, wird die Wortfolge “deren Gesellschafts- oder Betriebssitz” durch die Wortfolge “deren Sitz oder Betriebssitz” ersetzt.

Art. 111 - In Artikel L2223-8 Paragraf 2 desselben Kodex werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird das Wort "Gesellschaftskapital" durch das Wort "Kapital" ersetzt.

Art. 112 - In Artikel L2223-10 desselben Kodex wird die Wortfolge "Die Artikel 63, 130 bis 144, 165 bis 167, 517 bis 530, 538, 540 und 561 bis 567 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "Die Artikel 2:49, 2:55, 3:58 bis 3:75, 3:100 bis 3:102, 7:85 bis 7:87 Paragraf 1, Artikel 7:93, 7:94, 7:96, 7:121, 7:122, 7:136 und 7:139 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 113 - In Artikel L2223-12 Ziffer 2 desselben Kodex wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 114 - In Artikel L3122-3bis Paragraf 1 Absatz 3 Ziffer 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2014 und ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 115 - In Artikel L4125-3 Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, wird das Wort "Handelsgerichtes" durch das Wort "Unternehmensgerichtes" ersetzt.

Art. 116 - In das einzige Kapitel des einzigen Titels des Buches I des sechsten Teils desselben Kodex wird ein Artikel L6111-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L6111-4 - Für die Anwendung des vorliegenden Kodex ist unter Kapital Folgendes zu verstehen:

1° für das Kapital einer Aktiengesellschaft, wie es im Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen vorgesehen ist, oder, für eine Gesellschaft mit einer anderen Rechtsform, für die das belgische oder ausländische Recht, dem sie unterliegt, einen analogen Begriff vorsieht, dieser Begriff, wie er in diesem Recht vorgesehen ist;

2° für Gesellschaftsformen, für die das belgische oder ausländische Recht, dem die Gesellschaft unterliegt, keinen analogen Begriff vorsieht, das Eigenkapital der Gesellschaft, wie es in dem belgischen oder ausländischen Recht, dem die Gesellschaft unterliegt, vorgesehen ist, insofern es durch Einlagen in Form von Bargeld, Naturalien oder Industrie gebildet wird;

3° für juristische Personen, die nicht unter Ziffer 1 und 2 fallen, das Kapital, wie es durch das allgemeine belgische oder ausländische Recht, dem sie unterliegen, definiert ist."

Art. 117 - In Artikel L6431-1 Paragraf 5 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018, wird das Wort "Gesellschaftszwecks" durch das Wort "Zwecks" ersetzt.

Art. 118 - In Artikel L6431-2 Paragraf 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018, wird das Wort "Gesellschaftssitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt.

Art. 119 - In Artikel L6441-1 Ziffer 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018, wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

KAPITEL 16 - Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 27. Mai 2004
über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft

Art. 120 - In Artikel 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, abgeändert durch das Dekret vom 20. November 2008 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "das Unternehmen mit sozialer Zielsetzung" wird durch die Wortfolge "die Genossenschaft, die gemäß Artikel 8:5 Paragraf 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen als Sozialunternehmen zugelassen ist" ersetzt;

2° das Wort "Hauptgesellschaftszweck" wird durch das Wort "Hauptzweck" ersetzt.

Art. 121 - In Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird das Wort "Firmensitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird das Wort "Firmensitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt;

3° in Absatz 4 wird das Wort "Firmensitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt.

Art. 122 - In Artikel 5 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt;

2° in Ziffer 2 wird das Wort "Gesellschaftssitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt.

KAPITEL 17 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S."*

Art. 123 - In Artikel 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck", in der Kurzform: "I.D.E.S.S.", abgeändert durch die Dekrete vom 20. November 2008 und vom 17. Juli 2018, wird Buchstabe b in der französischen Fassung durch Folgendes ersetzt:

"b. une société coopérative agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations;"

Art. 124 - In Artikel 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 4 werden in der französischen Fassung die Wörter "social " aufgehoben;

2° in Absatz 5 wird in der französischen Fassung das Wort "social" aufgehoben;

3° in Absatz 6 wird in der französischen Fassung das Wort "social" aufgehoben.

Art. 125 - In Artikel 4 Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "objet social" durch das Wort "objet" ersetzt;

2° in Ziffer 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "siège social" durch das Wort "siège" ersetzt;

3° in Ziffer 14 Buchstabe a wird in der französischen Fassung die Wortfolge "en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du Code des sociétés" durch die Wortfolge "en application des articles 5:16, 5:140 et 7:18 du Code des sociétés et des associations" ersetzt;

4° in der französischen Fassung wird eine Ziffer 18 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"18° pour les I.D.E.S.S. constituées sous la forme d'une coopérative agréée comme entreprise sociale, les statuts prévoient les modalités permettant :

- à chaque travailleur disposant de la pleine capacité civile d'acquérir, à partir de six mois après son engagement, la qualité de coopérateur ;

- la perte de cette qualité au plus tard un an après la fin des relations entre le travailleur et l'I.D.E.S.S."

KAPITEL 18 — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster*

Art. 126 - In Artikel 1 des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge ", die wirtschaftliche Interessenvereinigung" aufgehoben;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge ", einer wirtschaftlichen Interessenvereinigung" aufgehoben.

KAPITEL 19 — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie*

Art. 127 - In Artikel 7 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch die Wortfolge "eine in Artikel 1:5 Paragraf 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen genannte oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union" ersetzt;

b) in Ziffer 2 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch die Wortfolge "eine in Artikel 1:5 Paragraf 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen genannte oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union" ersetzt;

c) in Ziffer 3 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch die Wortfolge "eine in Artikel 1:5 Paragraf 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen genannte oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union" ersetzt.

KAPITEL 20 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit, kurz "S.A.A.C.E."*

Art. 128 - In Artikel 1 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit, kurz "S.A.A.C.E.", abgeändert durch das Dekret vom 20. Februar 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 wird in der französischen Fassung das Wort "social" gestrichen;

2° in Ziffer 5 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "sous forme de société à finalité sociale telle que visée à l'article 80, 1°, de la loi du 1^{er} mars 2007 portant des dispositions diverses (III)" durch die Wortfolge "comme l'une des sociétés agréées comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations" ersetzt.

Art. 129 - In Artikel 5 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 20. Februar 2014, wird in der französischen Fassung das Wort "social" aufgehoben.

KAPITEL 21 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsagenturen*

Art. 130 - In Artikel 4 Absatz 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsagenturen, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "ayant une forme commerciale, soit au sens du droit belge," durch die Wortfolge "ayant adoptée une des formes de sociétés visées à l'article 1:5, § 2, du Code des sociétés et des associations" ersetzt.

Art. 131 - In Artikel 3 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 2 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung das Wort "social" aufgehoben.

Art. 132 - In Artikel 6 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird in der französischen Fassung das Wort "social" aufgehoben;

2° in Absatz 2 wird das Wort "social" aufgehoben.

Art. 133 - In Artikel 7 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung das Wort "social" aufgehoben.

Art. 134 - In Artikel 10 Paragraf 4 Absatz 3 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung das Wort "social" aufgehoben.

KAPITEL 22 — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung*

Art. 135 - In Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 4 Buchstabe c (1) des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 wird (1) durch Folgendes ersetzt:

“(1) gemäß dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen verwaltet werden”.

KAPITEL 23 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe*

Art. 136 - In Artikel 1 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird die Wortfolge “als Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 661 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften” durch die Wortfolge “als Genossenschaft, die gemäß Artikel 8:5 Paragraph 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen als Sozialunternehmen zugelassen ist,” ersetzt;

b) in Ziffer 2 wird die Wortfolge “die als Aktiengesellschaft oder Genossenschaft mit begrenzter Haftung oder wirtschaftliche Interessenvereinigung gegründete juristische Person mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 661 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften” durch die Wortfolge “die als Genossenschaft gegründete und gemäß Artikel 8:5 Paragraph 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen als Sozialunternehmen zugelassene juristische Person” ersetzt;

Art. 137 - In Artikel 3 Paragraph 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird die Wortfolge “eine Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 661 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften” durch die Wortfolge “eine Genossenschaft, die gemäß Artikel 8:5 Paragraph 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen als Sozialunternehmen zugelassen ist,” ersetzt;

b) in Ziffer 4 wird das Wort “Gesellschaftssitz” durch das Wort “Sitz” ersetzt;

c) in Ziffer 5 Buchstabe b wird die Wortfolge “in Anwendung der Artikel 229 Ziffer 5, 265, 315, 456 Ziffer 4 und 530 des Gesellschaftsgesetzbuches” durch die Wortfolge “in Anwendung der Artikel 5:16, 5:140 und 7:18 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen” ersetzt;

d) eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“9° für den antragstellende Betrieb, der in Form einer als Sozialunternehmen zugelassenen Genossenschaft gegründet wurde, sehen die Statuten Modalitäten vor, die Folgendes ermöglichen:

- dass jeder Arbeitnehmer, der über die volle Handlungsfähigkeit verfügt, ab sechs Monaten nach seiner Einstellung den Status eines Genossen erwerben kann;

- den Verlust dieser Eigenschaft spätestens ein Jahr nach Beendigung des Verhältnisses zwischen dem Arbeitnehmer und dem antragstellenden Betrieb.”.

Art. 138 - In Artikel 7 Paragraph 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird die Wortfolge “die die Form einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft mit beschränkter Haftung annimmt, oder eine wirtschaftliche Interessenvereinigung sein” durch die Wortfolge “die in der Form gegründet wurde, die gemäß Artikel 8:5 Paragraph 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen als Sozialunternehmen zugelassen werden kann” ersetzt;

b) Ziffer 4 wird aufgehoben;

c) in Ziffer 6 Buchstabe b wird das Wort “Gesellschaftskapital” durch das Wort “Kapital” ersetzt;

d) eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“11° für den antragstellende Betrieb, der in Form einer als Sozialunternehmen zugelassenen Genossenschaft gegründet wurde, sehen die Statuten Modalitäten vor, die Folgendes ermöglichen:

- dass jeder Arbeitnehmer, der über die volle Handlungsfähigkeit verfügt, ab sechs Monaten nach seiner Einstellung den Status eines Genossen erwerben kann;

- den Verlust dieser Eigenschaft spätestens ein Jahr nach Beendigung des Verhältnisses zwischen dem Arbeitnehmer und dem antragstellenden Betrieb.”.

Art. 139 - In Artikel 7 Paragraph 3 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort “Gesellschaftssitz” durch das Wort “Sitz” ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort “Gesellschaftssitz” durch das Wort “Sitz” ersetzt;

3° in Absatz 3 wird das Wort “Gesellschaftssitz” durch das Wort “Sitz” ersetzt.

Art. 140 - In Artikel 24 Paragraph 1 Ziffer 2 desselben Dekrets wird die Wortfolge “von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften” durch die Wortfolge “von Buch 12 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen” ersetzt.

KAPITEL 24 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio*

Art. 141 - In Artikel 15 Ziffer 1 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio wird die Wortfolge “dem Gesetz vom 31. Januar 2009 über die Kontinuität der Unternehmen” durch die Wortfolge “dem Buch XX Titel V des Wirtschaftsgesetzbuches” ersetzt.

Art. 142 - In Artikel 16 Ziffer 2 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "im Sinne von Buch 12 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° die Wortfolge "im Gesetz vom 31. Januar 2009 über die Kontinuität der Unternehmen" wird durch die Wortfolge "im Verfahren zur gerichtlichen Reorganisation gemäß Buch XX Titel V des Wirtschaftsgesetzbuches" ersetzt.

Art. 143 - In Artikel 24 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 5 wird das Wort "Sozialstatut" durch das Wort "Statut" ersetzt;

2° in Ziffer 6 wird das Wort "Sozialstatut" durch das Wort "Statut" ersetzt.

KAPITEL 25 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben*

Art. 144 - In Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben wird in der französischen Fassung die Wortfolge "la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes" durch die Wortfolge "le Code des sociétés et des associations" ersetzt.

Art. 145 - In Artikel 14 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung die Wortfolge "Code des sociétés" durch die Wortfolge "Code des sociétés et des associations" ersetzt.

KAPITEL 26 — *Bestimmung zur Abänderung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen*

Art. 146 - Artikel 8:3 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen wird aufgehoben.

KAPITEL 27 — *Bestimmungen zur Abänderung des Buches 1 des Umweltgesetzbuches*

Art. 147 - In Artikel D.181 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter "eines Vergleichsverfahrens" werden durch die Wortfolge "einer gerichtlichen Reorganisation" ersetzt;

2° die Wortfolge "der Artikel 5 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "der Artikel 1:14 ff. des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

3° die Wortfolge "des Artikels 10 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "des Artikels 1:19 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 148 - In Artikel D.152 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

KAPITEL 28 — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks*

Art. 149 - In Artikel 2 Absatz 3 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, eingefügt durch das Dekret vom 3. Juli 2008, wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

KAPITEL 29 — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen*

Art. 150 - In Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen wird das Wort "Vereinigungszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 151 - In Artikel 15 Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 wird die Wortfolge "das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen" durch die Wortfolge "das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° in Ziffer 2 wird das Wort "Hauptvereinigungszweck" durch das Wort "Hauptzweck" ersetzt;

3° in Ziffer 3 Buchstabe a wird die Wortfolge "das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen" durch die Wortfolge "das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

4° in Ziffer 3 Buchstabe b wird das Wort "Vereinigungszwecke" durch das Wort "Zwecke" ersetzt.

Art. 152 - In Artikel 23 Paragraph 2 Ziffer 3 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen" wird durch die Wortfolge "das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° das Wort "Vereinigungszweck" wird durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 153 - In Artikel 29 Paragraph 2 Ziffer 7 desselben Dekrets wird das Wort "Vereinigungszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

Art. 154 - In Artikel 31 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Ziffer 1 wird die Wortfolge "des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen" durch die Wortfolge "des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° in Paragraph 2 Ziffer 2 wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt.

KAPITEL 30 — *Übergangsbestimmung*

Art. 155 - § 1. Solange gemäß Kapitel IV Abschnitt II des Gesetzes vom 23. März 2019 zur Einführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen auf eine Gesellschaft, eine Vereinigung oder eine Stiftung keine Anwendung findet, gilt jeder Verweis auf eine Bestimmung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen oder seines Ausführungserlasses, die in einer durch den vorliegenden Erlass geänderten gesetzlichen Bestimmung enthalten ist, in Bezug auf diese Gesellschaft, Vereinigung oder Stiftung weiterhin als Verweis auf die Bestimmung des Gesetzbuches der Gesellschaften, seines Ausführungserlasses oder anderer besonderer Rechtsvorschriften, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets in dieser Bestimmung enthalten war.

§ 2. Solange gemäß Kapitel IV Abschnitt II des Gesetzes vom 23. März 2019 zur Einführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen eine dem belgischen Recht unterliegende Gesellschaft, Vereinigung oder Stiftung eine Rechtsform beibehält, die das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen nicht anerkennt, wird davon ausgegangen, dass die durch das vorliegende Dekret geänderten gesetzlichen Bestimmungen, die diese Rechtsform vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erwähnt haben, diese Rechtsform in Bezug auf diese Gesellschaft, Vereinigung oder Stiftung weiterhin wie vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erwähnen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. April 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1190 (2022-2023) Nrn. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 5. April 2023

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45408]

6 APRIL 2023.— Decreet tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek der Successierechten*

Artikel 1 - In artikel 55ter, 2°, van het Wetboek der Successierechten, ingevoegd bij het decreet van 15 juli 2008, wordt het woord "burgerlijke" opgeheven.

Art. 2 - In artikel 59, 2°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, worden de woorden "aan de beroepsverenigingen" opgeheven.

Art. 3 - In artikel 60bis van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1quater, wordt het tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2005, vervangen als volgt:

"De bovenvermelde schuldvorderingen worden evenwel uitgesloten voor zover het totale nominale bedrag van de schuldvorderingen hoger is dan:

1° het deel van het sociaal kapitaal dat werkelijk vrijgemaakt wordt en dat niet het voorwerp uitmaakt van een vermindering, noch van een terugbetaling in hoofde van de overledene op de datum van diens overlijden. De andere winsten dan de verdeelde en als dusdanig belaste winsten die in het kapitaal worden ingelijfd, worden niet beschouwd als vrijgemaakt kapitaal;

2° het deel van het bedrag van de op de datum van overlijden gedane inbrengen, zoals dat blijkt uit de jaarrekening, wanneer de vennootschap een rechtsvorm heeft waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat de vennootschap beheerst, niet voorziet in het begrip kapitaal of een daarmee gelijkgesteld begrip.”;

2° in paragraaf 3 wordt punt 3°, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, vervangen als volgt:

“3° het tegoe dat in een activiteit, een vrij beroep of een ambt of post zoals bedoeld in § 1, 1°, geïnvesteerd wordt, niet afneemt ten gevolge van vooruitnemingen te rekenen van het overlijden van de de cuius of, in het geval van een in § 1, 2°, bedoelde vennootschap, het kapitaal of het bedrag van de gestorte bijdragen in geld of in natura zoals vermeld in de jaarrekening, wanneer die vennootschap een rechtsvorm heeft waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat de vennootschap beheerst, niet voorziet in het begrip kapitaal of een daarmee gelijkgesteld begrip, niet afneemt ten gevolge van vooruitnemingen of verdelingen tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van het overlijden van de de cuius;

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 4. In artikel 51 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, worden de woorden “maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “doel of één van haar doelstellingen”.

Art. 5. In artikel 63/1, lid 1, 3°, *b*) van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 14 april 2011, wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

Art. 6. In artikel 129, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 23 december 1958, gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017 en gewijzigd bij de wet van 23 maart 2019, worden de woorden “of bij wijze van eenvoudige geldschieting, van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of van een landbouwvennootschap” vervangen door de woorden “of een commanditaire vennootschap, van een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of van een samenwerkende vennootschap die is erkend als landbouwvennootschap overeenkomstig artikel 8:2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen,”;

Art. 7. In artikel 130, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 maart 1962 en bij het decreet van 1 juni 2017, worden de woorden “van een vennootschap op aandelen, een samenwerkende vennootschap” vervangen door de woorden “van een naamloze vennootschap, van een Europese samenwerkende vennootschap, of van een samenwerkende vennootschap die is erkend als landbouwvennootschap overeenkomstig artikel 8:2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen,”.

Art. 8. Art. 8. In artikel 131^{quater}, 2°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 juli 2008, wordt het woord “burgerlijke” opgeheven.

Art. 9. In artikel 140, 2°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, worden de woorden “aan de beroepsunies” opgeheven.

Art. 10. In artikel 140^{bis}, § 4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 februari 2005 en vervangen bij het decreet van 15 december 2005, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De bovenvermelde schuldvorderingen worden evenwel uitgesloten voor zover het totale nominale bedrag van de schuldvorderingen hoger is dan:

1° het deel van het sociaal kapitaal dat werkelijk dat werkelijk vrijgemaakt wordt en dat niet het voorwerp uitmaakt van een vermindering, noch van een terugbetaling in hoofde van de schenker op de datum van de authentieke akte van schenking. De andere winsten dan de verdeelde en als dusdanig belaste winsten die in het kapitaal worden ingelijfd, worden niet beschouwd als vrijgemaakt kapitaal;

2° het deel van het bedrag van de op de datum van de authentieke akte van schenking gedane inbrengen, zoals dat blijkt uit de jaarrekening, wanneer de vennootschap een rechtsvorm heeft waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat de vennootschap beheerst, niet voorziet in het begrip kapitaal of een daarmee gelijkgesteld begrip.”.

Art. 11. In artikel 140^{quinqies}, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, wordt 3° vervangen als volgt:

“3° het tegoe dat in een activiteit, een vrij beroep of een ambt of post zoals bedoeld in artikel 140^{bis}, § 1, 1°, geïnvesteerd wordt, niet afneemt ten gevolge van vooruitnemingen te rekenen van de authentieke schenkingsakte of, in het geval van een in 140^{bis}, § 1, 2°, bedoelde vennootschap, het kapitaal of het bedrag van de gestorte bijdragen in geld of in natura zoals vermeld in de jaarrekening, wanneer die vennootschap een rechtsvorm heeft waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat de vennootschap beheerst, niet voorziet in het begrip kapitaal of een daarmee gelijkgesteld begrip, niet afneemt ten gevolge van vooruitnemingen of verdelingen tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van de datum van de authentieke schenkingsakte;”.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen*

Art. 12. In artikel 86 van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De faillissementsprocedure en de gerechtelijke reorganisatie van Boek XX van het Wetboek van Economisch Recht en de artikelen 7:228,7:229 en 7:230 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen zijn niet van toepassing op de Vennootschap.”;

2° in paragraaf 4 worden de woorden “De maatschappelijke zetel” vervangen door de woorden “De zetel”.

Art. 13. In artikel 88, § 1, 3°, van de Franse versie, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “social” opgeheven.

Art. 14. In artikel 90, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 15. In artikel 103, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 16. In artikel 116 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003, worden de aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “in artikel 143 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “in artikel 3:74 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 17. In artikel 130 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 13 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “als een coöperatieve vereniging met beperkte aansprakelijkheid” vervangen door de woorden “als een coöperatieve vennootschap of een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

3° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden “het maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “het doel, de doeleinden en, in voorkomend geval, de waarden”.

Art. 18. In artikel 133, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden “haar maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “haar doel”.

Art. 19. In titel III, hoofdstuk 2, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van onderafdeling 1 vervangen door “Vennootschapsvermogen”.

Art. 20. In artikel 138 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 23 november 2006 en 9 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “mag het Gewest slechts op een vierde van het kapitaal van een maatschappij intekenen” vervangen door de woorden “mag het Gewest niet meer dan een vierde van de stemrechten verbonden aan de effecten van een vennootschap bezitten, noch inbrengen die meer dan een vierde van de activa van een vennootschap vertegenwoordigen.”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “Het merendeel van het kapitaal van een maatschappij is in handen van” vervangen door de woorden “De meerderheid van de stemrechten verbonden aan effecten uitgegeven door een bedrijf zijn te allen tijde in handen van”;

3° in paragraaf 1 wordt het derde lid vervangen als volgt:

“Een natuurlijke persoon die een publiekrechtelijke rechtspersoon vertegenwoordigt, mag geen stemrechten uitoefenen die verbonden zijn aan effecten die worden gehouden door privaatrechtelijke rechtspersonen of door hemzelf.”;

4° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“In geval van overdracht van effecten van de vennootschap, wordt een recht van voorkoop aan de aandeelhouders toegekend, onverminderd de bepalingen van § 1. Als de effecten overgedragen worden door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon uit het verenigingsleven of een privaatrechtelijke rechtspersoon van het bedrijfsleven, wordt het recht van voorkoop voorbehouden aan gelijkaardige aandeelhouders.”;

5° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord “vennoot” telkens vervangen door het woord “aandeelhouder”;

6° in paragraaf 2 wordt het vierde lid vervangen als volgt:

“De prijs van aandelen is gelijk aan het volgestorte deel van de aandelen. De prijs van andere effecten dan aandelen is gelijk aan hun inschrijvingswaarde.”;

7° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 3. De statuten van de vennootschap voorzien in het recht van de aandeelhouders om ontslag te nemen uit de vennootschap tegen betaling van de activa en passiva en regelen de modaliteiten daarvan.

Het bedrag van de intrekking voor aandelen waarvoor een aandeelhouder zijn ontslag aanvraagt, is gelijk aan het gestorte en nog niet terugbetaalde bedrag voor deze aandelen, maar mag niet hoger zijn dan het bedrag dat deze aandelen vertegenwoordigen in het netto vermogen van deze aandelen zoals weergegeven in de laatst goedgekeurde jaarrekeningen.”,

8° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 4. De statuten van de vennootschap voorzien in de mogelijkheid om een aandeelhouder uit te sluiten en regelen de modaliteiten hiervoor.”;

9° een paragraaf 5 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 5. In geval van vereffening van de vennootschap wordt het overschot toegewezen aan een andere door de “Société wallonne du Logement” (Waalse Huisvestingsmaatschappij) aangewezen openbare huisvestingsmaatschappij die aanvaardt of, bij gebreke daarvan, aan de “Société wallonne du Logement.”;

10° een paragraaf 6 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 6. De vennootschap mag alleen aandelen op naam uitgeven.”;

11° een paragraaf 7 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 7. De statuten van de vennootschap bepalen het aantal stemmen dat aan elk effect verbonden is, evenals hun aandeel in de winst en de terugbetaling van bijdragen.”;

12° een paragraaf 8 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 8. De vennootschap mag haar eigen aandelen niet verwerven, noch rechtstreeks, noch via personen die in eigen naam maar voor rekening van de vennootschap handelen.”.

Art. 21. In artikel 140 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “vrijwillig” wordt opgeheven;

2° de woorden “overeenkomstig de bepalingen van boek 12 van deel 4 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen” worden ingevoegd tussen de woorden “mogen, na advies van de betrokken gemeenteraad,” en de woorden “fusies of herstructureringen doorvoeren .

Art. 22. In artikel 144, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden “het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 23. In artikel 147 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“De stemrechten die verbonden zijn aan de aandelen worden bepaald door de statuten van de vennootschap.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “elke beraadslaging over de uitsluiting van vennoten” vervangen door de woorden “elke beslissing tot uitsluiting van aandeelhouders”;

3° in paragraaf 2 worden de woorden “een volstreekte meerderheid van stemmen van de vertegenwoordigde aandelen vereist, met inbegrip van de volstreekte meerderheid van stemmen van de leden van de plaatselijke besturen” vervangen door de woorden “naast het quorum en de meerderheid voorzien door het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen of door de statuten, een meerderheid van de stemmen van de aandeelhouders die publiekrechtelijke rechtspersonen zijn, vereist.”.

Art. 24. In titel III, hoofdstuk 2, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van onderafdeling 4, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, vervangen door “Beheersorganen”.

Art. 25. In artikel 148 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 9 februari 2012 en 16 mei 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Wanneer het Waalse Gewest, in de gevallen bepaald door de Regering krachtens artikel 138, § 1, eerste lid, stemrechten bezit die meer bedragen dan een vierde van de stemrechten verbonden aan de effecten van een vennootschap of wanneer het totaalbedrag van de inbreng van het Waalse Gewest meer bedraagt dan een vierde van het vermogen van een vennootschap, is het bestuursorgaan samengesteld uit twee bestuurders die het Waalse Gewest vertegenwoordigen.”;

2° in paragraaf 1, vijfde lid, wordt het woord “aangesloten” telkens vervangen door het woord “aandeelhoudende”;

3° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden “de deelbewijzen van het kapitaal die in handen zijn van particulieren” vervangen door de woorden “de effecten die in handen zijn van natuurlijke personen”;

4° in paragraaf 1, lid 10, wordt het woord “verenigde” telkens vervangen door het woord “aandeelhoudende”.

Art. 26. In artikel 148^{ter} van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door drie leden, luidend als volgt:

“De vennootschap stelt een comité voor de toewijzing van woningen in en kan een beheerscomité oprichten.

De statuten van de vennootschap bepalen de samenstelling, bevoegdheden en werking.

Deze organen worden eveneens samengesteld voor de vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen, overeenkomstig de evenredigheidsregel bedoeld in artikel 148, § 1.”;

2° in het vroegere vierde lid, thans zesde lid, wordt het woord “beheersorganen” vervangen door “organen”;

3° in het vroegere vijfde lid, thans zevende lid, worden de woorden “van de beheersorganen” vervangen door de woorden “van deze organen”.

Art. 27. In artikel 148^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door “het bestuursorgaan”;

2° in het eerste lid, thans zevende lid, worden de woorden “bestuursorgaan” vervangen door de woorden “ander orgaan”;

3° in het tweede lid worden de woorden “van de raad van bestuur” vervangen door “van het bestuursorgaan”;

4° in het tweede lid wordt het woord “beheersorganen” vervangen door “organen”;

5° in het derde lid worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door “het bestuursorgaan”.

Art. 28. In artikel 148^{quinquies}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

Art. 29. In artikel 149, 1°, lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden “in artikel 143 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “in artikel 3:74 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 30. In artikel 150 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 30 maart 2006, 9 februari 2012 en 16 mei 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt het woord “vennoot” vervangen door het woord “aandeelhouder”;

2° in het derde lid wordt het woord “aangesloten” vervangen door het woord “aandeelhoudende”;

3° in het derde lid worden de woorden “de Raad van bestuur” vervangen door “het bestuursorgaan”.

Art. 31. In artikel 152, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006 en 9 februari 2012, worden de woorden “van de raad van bestuur” vervangen door de woorden “van het bestuursorgaan”.

Art. 32. In artikel 152^{bis} van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “van de raad van bestuur” vervangen door “van het bestuursorgaan”.

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“De handelingen van het dagelijks bestuur en de handelingen die krachtens dit Wetboek onder de bevoegdheid van de gedelegeerd bestuurder vallen, worden ondertekend door de directeur-zaakvoerder benoemd in overeenstemming met artikel 158 van de Code.”.

Art. 33. In artikel 152^{ter}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de woorden “De raad van bestuur” vervangen door de woorden “Het bestuursorgaan”.

Art. 34. In artikel 152^{quater} van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “raden van bestuur” vervangen door het woord “bestuursorganen”;

2° in het derde lid worden de woorden “raad van bestuur” vervangen door het woord “bestuursorgaan”.

Art. 35. In artikel 152^{quinquies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 november 2006 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “beheersorganen” vervangen door “organen”;

2° in het tweede lid worden de woorden “commissaris-revisor” vervangen door het woord “bedrijfsrevisor”;

3° in het tweede lid worden de woorden “Hij wordt benoemd tot commissaris-revisor” ingevoegd na de woorden “hetzelfde kabinet of van hetzelfde netwerk.”;

4° in het derde lid wordt het woord “revisor” vervangen door de woorden “commissaris-revisor”;

5° in het vierde lid wordt het woord “revisor” vervangen door het woord “bedrijfsrevisor”;

6° in het zevende lid wordt het woord “revisoren” vervangen door het woord “bedrijfsrevisoren”;

Art. 36. In artikel 153 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

Art. 37. In artikel 155, § 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

Art. 38. In artikel 158 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 30 maart 2006 en 1 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “in dienst genomen” vervangen door het woord “aangewezen”;

2° in paragraaf 1 worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

3° in paragraaf 2 worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

Art. 39. In artikel 158^{bis}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

Art. 40. In artikel 159^{bis}, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de woorden “van het maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “van het doel”.

Art. 41. In artikel 161, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “raad van bestuur” vervangen door het woord “bestuursorgaan”.

2° in het tweede lid worden de woorden “Het beheersverslag omvat met name” vervangen door de woorden “Naast de informatie die vereist is krachtens de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen omvat het beheersverslag met name”.

Art. 42. In artikel 162, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

Art. 43. In artikel 163 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt :

“7° de maatschappij te vereffenen;” ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “de statuten” vervangen door de woorden “de ontwerpstatuten”.

3° in paragraaf 2 wordt punt 2° opgeheven;

Art. 44. In artikel 166, § 4, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, wordt het woord “vennoot” vervangen door het woord “aandeelhouder”.

Art. 45. In artikel 170, § 4, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden “het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 46. In artikel 171 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “raad van bestuur” vervangen door het woord “bestuursorgaan”.

Art. 47. In artikel 174, § 4, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 20 juli 2005 en 23 november 2006, worden de woorden “raad van bestuur” vervangen door het woord “bestuursorgaan”.

Art. 48. In artikel 174^{bis}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, worden de woorden “van het kapitaal bezit” vervangen door de woorden “van de stemrechten verbonden aan de effecten uitgegeven door de vennootschap bezit of wanneer zijn inbreng meer dan een vierde van het vermogen van de vennootschap vertegenwoordigt”.

Art. 49. In artikel 175.1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De faillissementsprocedure en de gerechtelijke reorganisatie van Boek XX van het Wetboek van Economisch Recht en de artikelen 7:228,7:229 en 7:230 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen zijn niet van toepassing op de vennootschap.”;

2° in paragraaf 3 wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

Art. 50. In artikel 175.2, § 7, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 51. In artikel 175.7, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 52. In artikel 175.15 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “bedoeld in artikel 143 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 3:74 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 53. In artikel 185*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet 15 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “bedoeld in artikel 143 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 3:74 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 54. In artikel 191, § 2, tweede lid, A, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 55. In artikel 192/1, § 2, 3°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen*

Art. 56. In artikel 16 van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen worden de woorden “een bestaande maatschappij opgericht in de vorm van een handelsvennootschap of aan zo’n vennootschap welke in oprichting is” vervangen door de woorden “een bestaande maatschappij of een maatschappij die in oprichting is”.

Art. 57. In artikel 25, vierde lid, van hetzelfde decreet wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

Art. 58. In artikel 30, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest*

Art. 59. In artikel 1, § 1, tweede lid, van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, vervangen bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden “met de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen” vervangen door de woorden “met het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 60. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden “de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 61. In artikel 8 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden “Artikel 544 van het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door de woorden “Artikel 7:55 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 62. In artikel 9, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden “en in afwijking van artikel 646 van het Wetboek van Vennootschappen” opgeheven.

Art. 63. In artikel 11, zesde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden “overeenkomstig het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door de woorden “overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 6. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen*

Art. 64. In artikel 9, derde lid, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, vervangen bij het decreet van 19 september 2013, worden de woorden “in de artikelen 671 tot en met 677 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “in de artikelen 12:1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 65. In artikel 18*bis*, § 3, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “in de artikelen 671 tot 677, van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “in de artikelen 12:1 tot 12:8 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 66. In artikel 20*quinquies*, 3°, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “in de artikelen 671 tot 677, van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “in de artikelen 12:1 tot 12:8 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 67. In artikel 35*quater*, § 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “van de artikelen 673 tot en met 675 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “van de artikelen 12:4 tot 12:6 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 7. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en –banen*

Art. 68. In artikel 2 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en –banen, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 9 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4 wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven;

2° in paragraaf 5 wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven;

3° in paragraaf 6 wordt het woord “sociale” opgeheven.

Art. 69. In artikel 2^{ter}, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “of van vereniging” worden ingevoegd tussen de woorden “In het geval van fusie of splitsing van ondernemingen” en de woorden “, inbreng van een gemeenschap”;

2° de woorden “bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen” worden opgeheven ;

3° de woorden “de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen” worden vervangen door de woorden “titel V van boek XX van het Wetboek van economisch recht”.

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 70. In artikel D.22, 1°, van Boek I van het Milieuwetboek worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 71. In artikel D.28-3 van hetzelfde Wetboek wordt punt 1°, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, vervangen als volgt:

“1° “vereniging”: de vereniging in de zin van artikel 1:2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 72. In artikel D.28-11, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen” worden vervangen door de woorden “van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “vennootschappen met een maatschappelijk doel in de zin van de artikelen 661 en volgende van het Wetboek van vennootschappen” worden vervangen door de woorden “coöperatieve vennootschappen erkend als sociale ondernemingen overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 73. In artikel D.155, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “een concordaat” worden vervangen door de woorden “een gerechtelijke reorganisatie”;

2° de woorden “de artikelen 5 en volgende van het Wetboek van vennootschappen” worden vervangen door de woorden “de artikelen 1:14 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

3° de woorden “artikel 10 van het Wetboek van vennootschappen” worden vervangen door de woorden “artikel 1:19 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 9. — *Bepalingen tot wijziging in Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt*

Art. 74. In de Franse versie van artikel D.64 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, wordt het woord “civile” vervangen door het woord “juridique”.

Art. 75. In artikel D.331, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “Het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “Het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 76. In artikel D.333, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 7 november 2007 en 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 4°, wordt het woord “handelsvennootschap” vervangen door het woord “vennootschap”;

2° in het tweede lid wordt het woord “handelsvennootschap” vervangen door het woord “vennootschap”.

HOOFDSTUK 10. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen*

Art. 77. In artikel 4, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden “artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 1:5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of opgericht krachtens het recht van een lidstaat van de Europese Unie”.

Art. 78. In artikel 16, lid 1, 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden “bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “bedoeld in Boek 12 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 11. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 79. In artikel 3, § 2, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen worden de woorden “artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 1:5

Art. 80. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 1:5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of opgericht krachtens het recht van een lidstaat van de Europese Unie”.

Art. 81. In artikel 21, lid 1, b., van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden “bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “bedoeld in Boek 12 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 12. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen*

Art. 82. In artikel 3, § 2, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen worden de woorden “artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 1:5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of opgericht krachtens het recht van een lidstaat van de Europese Unie”.

Art. 83. In artikel 9, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “633 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “7:228 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 84. In artikel 17, lid 1, 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2018 juli 12, worden de woorden “bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “bedoeld in Boek 12 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 13. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling*

Art. 85. In artikel 4, § 1, 1°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij de decreten van 6 november 2008 en 19 maart 2009, worden de woorden “bedoeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “waarop de bepalingen van Deel 3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van toepassing zijn”.

HOOFDSTUK 14. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen*

Art. 86. In artikel 5, eerste lid, van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, vervangen bij het decreet van 15 december 2005, worden de woorden “met als enig maatschappelijk doel” telkens vervangen door de woorden “met als enig doel”.

HOOFDSTUK 15. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie*

Art. 87. In artikel L1122-14, § 2, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, ingevoegd bij het decreet van 26 april 2012 en gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden “de maatschappelijke zetel of de bedrijfszetel” vervangen door de woorden “de zetel”.

Art. 88. In de Franse versie van artikel L1157-1, tweede lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden “centre public d’aide sociale” vervangen door de woorden “centre public d’action sociale”.

Art. 89. In artikel L1231-8, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven;

2° in het tweede lid wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 90. In artikel L1231-10 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “De artikelen 63, 130 tot en met 144, 165 tot en met 167, 517 tot en met 530, 538, 540 en 561 tot en met 567 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “De artikelen 2:49, 2:55, 3:58 tot 3:75, 3:100 tot 3:102, 7:85 tot 7:87, § 1, 7:93, 7:94, 7:96, 7:121, 7:122, 7:136 en 7:139 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 91. Artikel L1231-11 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. L1231-11. De autonome gemeentebedrijven zijn, wat betreft hun boekhouding, onderworpen aan het Wetboek van economisch recht.”.

Art. 92. In artikel L1512-5, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 93. In artikel L1512-6 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven;

3° in paragraaf 3, eerste lid, van de Franse versie wordt het woord “sociale” opgeheven.

Art. 94. In artikel L1512-7, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 mei 2010, worden de woorden “in de zin van artikel 86, § 1, van het EG-Verdrag” vervangen door de woorden “in de zin van artikel 106, § 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie”.

Art. 95. In artikel L1522-1, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt vervangen als volgt:

“3° haar zetel;”

b) punt 5° wordt aangevuld met de woorden “en, indien van toepassing, het bedrag van het statutair kapitaal”.

Art. 96. In artikel L1522-7 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven;

2° in het derde lid worden de woorden “maatschappelijk kapitaal” vervangen door “statutair kapitaal”.

Art. 97. Artikel L1523-1 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 29 maart 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1523-1. § 1. De intercommunales nemen de rechtsvorm van de naamloze vennootschap, van de coöperatieve vennootschap of van de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid aan.

§ 2. Als de intercommunale de rechtsvorm aanneemt van een naamloze vennootschap of een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, bepalen de statuten dat het kapitaal niet beschikbaar is.

In het geval van kapitaal dat statutair niet beschikbaar is, is elke uitkering van bijdragen verboden.

§ 3. Het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is van toepassing op intercommunales voor zover de statuten er niet van afwijken omwille van de bijzondere aard van de vereniging.”.

Art. 98. In artikel L1523-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° in het vijfde lid, 5°, wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven;

3° in het eerste lid wordt een punt 5°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“5°/1 het adres van de zetel;”;

4° in het eerste lid wordt punt 11° vervangen als volgt:

“11° de overname van het tekort door de vennoten zodra de netto activa herleid worden tot een bedrag kleiner dan drie vierde van het maatschappelijk kapitaal indien de intercommunale de vorm van een coöperatieve vennootschap heeft aangenomen, hetzij het bedrag van het statutair niet-beschikbare kapitaal indien de intercommunale de vorm van een naamloze vennootschap of een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen.

5° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Voor intercommunales die de vorm van een coöperatieve vennootschap hebben aangenomen, bevatten de statuten ook een beschrijving van het coöperatieve doel en de waarden van de coöperatieve vennootschap.”;

6° in het tweede lid worden het woord “maatschappelijk” en het woord “maatschappelijke” opgeheven.

Art. 99. In artikel L1523-3 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

Art. 100. In artikel L1523-5, tweede lid, 4°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 101. In artikel L1523-6, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 29 maart 2018, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “rechtbank van koophandel” worden vervangen door het woord “ondernemingsrechtbank”;

2° de woorden “het Wetboek van vennootschappen” worden vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 102. In artikel L1523-8 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, worden de woorden “van het maatschappelijk kapitaal of fonds” vervangen door de woorden “van het kapitaal”.

Art. 103. In de Franse versie van artikel L1523-12, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012 en bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “le nombre de parts” vervangen door de woorden “le nombre d’actions ou parts”

2° in het tweede lid wordt het woord “parts” vervangen door de woorden “actions ou parts”;

Art. 104. In artikel L1523-15, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt het derde lid aangevuld met vier leden, luidend als volgt:

“Het aantal onafhankelijke bestuurders wordt vastgesteld op maximum twee. Zij worden door de algemene vergadering benoemd bij een drie vierde meerderheid van de stemmen en na voordracht door de raad van bestuur, uitgedrukt bij een drie vierde meerderheid van de stemmen.

Op het moment van zijn benoeming moet elke onafhankelijke bestuurder ten minste aan de volgende criteria voldoen:

1° gedurende een tijdvak van vijf jaar voorafgaand aan zijn benoeming, noch in de vennootschap, noch in een daarmee verbonden vennootschap of persoon zoals bepaald in artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, een mandaat van uitvoerend lid van het bestuursorgaan, een functie van lid van de directieraad of van persoon belast met het dagelijks bestuur uitoefenen of hebben uitgeoefend ;

2° niet meer dan drie opeenvolgende mandaten als niet-uitvoerend bestuurder in de raad van bestuur uitoefenen of hebben uitgeoefend, zonder dat dit tijdvak langer mag zijn dan twaalf jaar;

3° gedurende een tijdvak van vijf jaar voorafgaand aan zijn benoeming, geen deel uitmaken of hebben uitgemaakt van het leidinggevend personeel in de zin van artikel 19, 2° van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, van de vennootschap of van een daarmee verbonden vennootschap of persoon zoals bepaald in artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

4° geen vergoeding of ander belangrijk voordeel van vermogensrechtelijke aard ontvangen of hebben ontvangen van de vennootschap of van een daarmee verbonden vennootschap of persoon zoals bepaald in artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, buiten de tantièmes en de vergoeding die hij eventueel ontvangt of heeft ontvangen als niet-uitvoerend lid van het bestuursorgaan of als lid van het toezichthoudend orgaan;

5° a) rechtstreeks noch onrechtstreeks, alleen of in onderling overleg, één of meer aandelen bezitten die een tiende of meer vertegenwoordigen van het kapitaal, van de stemrechten of van een categorie aandelen van de vennootschap;

b) op geen enkele wijze een aandeelhouder vertegenwoordigen die onder punt a) valt;

6° geen significante zakelijke relatie hebben of in het jaar voorafgaand aan zijn benoeming hebben gehad met de vennootschap of met een daarmee verbonden vennootschap of persoon in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, noch rechtstreeks noch als vennoot, aandeelhouder, lid van het bestuursorgaan of lid van het leidinggevend personeel in de zin van artikel 19, 2°, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, van een vennootschap of persoon die een dergelijke relatie onderhoudt;

7° gedurende een tijdvak van vijf jaar voorafgaand aan zijn benoeming, geen vennoot of werknemer zijn geweest van de huidige of vorige revisor van de vennootschap of van een daarmee verbonden vennootschap of persoon in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

8° geen uitvoerend lid zijn van het bestuursorgaan van een andere vennootschap waarin een uitvoerend lid van het bestuursorgaan van de vennootschap zetelt in de hoedanigheid van niet-uitvoerend lid van het bestuursorgaan of lid van het toezichthoudend orgaan, en geen andere belangrijke banden hebben met de uitvoerende leden van het bestuursorgaan van de beursvennootschap uit hoofde van functies bij andere vennootschappen of organen;

9° geen echtgenoot, wettelijk samenwonende partner of bloed- of aanverwanten tot de tweede graad hebben die in de vennootschap of in een daarmee verbonden vennootschap of persoon zoals bepaald in artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, een mandaat van lid van het bestuursorgaan, lid van de directieraad, persoon belast met het dagelijks bestuur of lid van het leidinggevend personeel, in de zin van artikel 19, 2° van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, uitoefenen, of die zich in een van de andere in de punten 1 tot en met 8 beschreven gevallen bevinden.

Het benoemingsbesluit maakt melding van de motieven op grond waarvan de hoedanigheid van onafhankelijk bestuurder wordt toegekend.

De Regering, alsook de statuten, kunnen in bijkomende of strengere criteria voorzien.”.

Art. 105. In artikel L1523-16 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het derde lid wordt vervangen als volgt:

“Deze stukken worden opgemaakt overeenkomstig boek III, titel 3, hoofdstuk 2 van het Wetboek van Economisch Recht, het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en de uitvoeringsbesluiten ervan, behalve als de statuten of specifieke wetsbepalingen daarvan afwijken.”;

b) de leden 5 en 6 worden vervangen door wat volgt :

“Dat beheersverslag bevat :

1° een commentaar op de jaarrekeningen waarbij een getrouw overzicht wordt gegeven van de gang van zaken en van de positie van de vennootschap, alsmede een beschrijving van de voornaamste risico's en onzekerheden waarmee de vennootschap geconfronteerd wordt. Het beheersverslag bevat in voorkomend geval verwijzingen naar bedragen in de jaarrekening en aanvullende toelichtingen daarop;

2° de informatie omtrent de belangrijke gebeurtenissen die na afsluiting van het boekjaar hebben plaatsgevonden;

3° informatie over omstandigheden die de ontwikkeling van de vennootschap aanmerkelijk kunnen beïnvloeden, mits deze informatie niet van dien aard is dat zij de vennootschap ernstig schaadt;

4° in voorkomend geval, informatie over de werkzaamheden op het gebied van onderzoek en ontwikkeling;

5° het bewijs dat ten minste één lid van het auditcomité deskundig is op het gebied van boekhouding en audit;

6° de structuur van de organisatie, het volledige functionele organogram ervan, de ontwikkelingsrichtlijnen alsmede een meerjarig financieel plan. De ontwikkelingsrichtlijnen bevatten onder andere informatie met betrekking tot de structuur van de tewerkstelling, de evolutie ervan en de vooruitzichten inzake tewerkstelling, het personeel dat gedurende het geheel of een deel van het referentiejaar wordt tewerkgesteld.”.

Art. 106. In artikel L1523-22, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 107. In artikel L1523-23, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2007, worden de woorden “naar de artikelen 92, 94, 95, 96, 143, 608, 616, 624 en 874 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “naar de artikelen 3:1, 3:4, 3:5, 3:6, 3:74, 7:203, 7:211 en 7:220 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 108. In artikel L1523-24, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2007, worden de woorden “Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 109. In artikel L1532-1, § 3, 1°, derde lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018 worden de woorden “Wetboek van vennootschappen van toepassing op de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid” vervangen door de woorden “Wetboek van vennootschappen en verenigingen van toepassing op de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, op de coöperatieve vennootschappen”.

Art. 110. In artikel L2212-29, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 26 april 2012, worden de woorden “de maatschappelijke zetel of de bedrijfszetel” vervangen door de woorden “de zetel”.

Art. 111. In artikel L2223-8, § 2, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven;

2° in het derde lid wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 112. In artikel L2223-10 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “De artikelen 63, 130 tot 144, 165 tot 167, 517 tot 530, 538, 540 en 561 tot 567 van het Wetboek der vennootschappen” vervangen door de woorden “De artikelen 2:49, 2:55, 3:58 tot 3:75, 3:100 tot 3:102, 7:85 tot 7:87, § 1, 7:93, 7:94, 7:96, 7:121, 7:122, 7:136 en 7:139 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 113. In artikel L2223-12, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 114. In artikel L3122-3bis, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014 en vervangen bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 115. In artikel L4125-3, § 2, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, worden de woorden “rechtbank van koophandel” vervangen door het woord “ondernemingsrechtbank”.

Art. 116. In het enig hoofdstuk van de enige titel van Boek I van het zesde Deel van hetzelfde Wetboek wordt een artikel L6111-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L6111-4. Voor de toepassing van dit Wetboek wordt verstaan onder kapitaal:

1° voor het kapitaal van een naamloze vennootschap, zoals bepaald in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, of, voor een vennootschap met een andere rechtsvorm waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat haar beheerst in een gelijkaardig begrip voorziet, dat begrip zoals voorzien in dat recht;

2° voor vennootschapsvormen waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat de vennootschap beheerst, niet in een soortgelijk begrip voorziet, het eigen vermogen van de vennootschap zoals voorzien in het Belgische of buitenlandse recht dat de vennootschap beheerst, voor zover het gevormd wordt door inbrengen in geld, in natura of in nijverheid;

3° voor de rechtspersonen die niet bedoeld zijn in 1° en 2°, het kapitaal zoals bepaald door het Belgische of buitenlandse algemeen recht dat hen beheerst.”.

Art. 117. In artikel L6431-1, § 5, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 118. In artikel L6431-2, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018 worden de woorden “maatschappelijke zetel” vervangen door het woord “zetel”.

Art. 119. In artikel L6441-1, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018 worden de woorden “sociale doel” vervangd “doel”.

HOOFDSTUK 16. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie*

Art. 120. In artikel 1, 1°, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, gewijzigd bij het decreet van 20 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “vennootschap met een sociaal doel” worden vervangen door de woorden “coöperatieve vennootschap die is erkend als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “maatschappelijke doel” worden vervangen door het woord “doelen”.

Art. 121. In artikel 2 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt het woord “sociale” opgeheven;

2° in het derde lid wordt het woord “sociale” opgeheven;

3° in het vierde lid wordt het woord “sociale” opgeheven.

Art. 122. In artikel 5 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° wordt, in de Franse versie, het woord “social” opgeheven;

2° in 2° wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

HOOFDSTUK 17. — *Bepalingen tot wijzigingen van het decreet van 4 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “Initiatives de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : “I.D.E.S.S.”*

Art. 123. In artikel 1, 1°, van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “initiatieven de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : “I.D.E.S.S.”, gewijzigd bij de decreten van 23 november 2008 en 17 juli 2018, wordt b. vervangen als volgt :

“b. een coöperatieve vennootschap die is erkend als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;”.

Art. 124. In artikel 2 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vierde lid wordt het woord “sociale” opgeheven;

2° in het vijfde lid wordt het woord “sociale” opgeheven;

3° in het zesde lid wordt het woord “sociale” opgeheven.

Art. 125. In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° van de Franse versie, worden de woorden “objet social” vervangen door het woord “objet”;

2° in 2° worden de woorden “maatschappelijke zetel” vervangen door het woord “zetel”;

3° in 14°, a., worden de woorden “overeenkomstig de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen” vervangen door de woorden “overeenkomstig de artikelen 5:16, 5:140 en 7:18 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

4° er wordt een punt 18° ingevoegd, luidend als volgt :

“18° voor de “I.D.E.S.S.” die zijn opgericht in de vorm van een coöperatie die is erkend als sociale onderneming, voorzien de statuten in de modaliteiten :

- waardoor elke werknemer met volledige burgerlijke handelingsbevoegdheid vanaf zes maanden na zijn indiensttreding de hoedanigheid van coöperant kan verwerven;

- voor het verlies van deze hoedanigheid uiterlijk één jaar na het einde van de relatie tussen de werknemer en het “I.D.E.S.S.”.

HOOFDSTUK 18. — *Bepaling tot wijziging het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijfsnetwerken of clusters;*

Art. 126. In artikel 1 van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijfsnetwerken of clusters worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “, het economisch samenwerkingsverband” opgeheven;

2° in het derde lid worden de woorden “, economisch samenwerkingsverband” opgeheven.

HOOFDSTUK 19. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië*

Art. 127. In artikel 7 van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “als een handelsvennootschap” vervangen door de woorden “als vennootschap bedoeld in artikel 1:5, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of opgericht krachtens het recht van een lidstaat van de Europese Unie”;

b) in 2° worden de woorden “als een handelsvennootschap” vervangen door de woorden “als vennootschap bedoeld in artikel 1:5, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of opgericht krachtens het recht van een lidstaat van de Europese Unie”;

c) in 3° worden de woorden “als een handelsvennootschap” vervangen door de woorden “als vennootschap bedoeld in artikel 1:5, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of opgericht krachtens het recht van een lidstaat van de Europese Unie”;

HOOFDSTUK 20. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de “structures d’accompagnement à l’autocréation d’emploi” (begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling) (afgekort S.A.A.C.E)*

Art. 128. In artikel 1 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de “structures d’accompagnement à l’autocréation d’emploi” (begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling) (afgekort S.A.A.C.E) worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven;

2° in 5° worden de woorden “in de vorm van een vennootschap met een sociaal oogmerk zoals bedoeld in artikel 80, °, van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III) vervangen door de woorden “als één van de vennootschappen erkend als sociale ondernemingen overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 129. In artikel 5, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

HOOFDSTUK 21. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus*

Art. 130. In artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus worden de woorden “met handelsvorm, hetzij in de zin van het Belgisch recht, hetzij” vervangen door de woorden “die een van de vennootschapsvormen bedoeld in artikel 1:5, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen heeft aangenomen”.

Art. 131. In artikel 3, § 1, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

Art. 132. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven;

2° in het tweede lid wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

Art. 133. In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

Art. 134. In artikel 10, § 4, derde lid, van hetzelfde decreet wordt het woord “maatschappelijke” opgeheven.

HOOFDSTUK 22. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden*

Art. 135. In artikel 3, § 1, 4°, c), (1), van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, wordt (1) vervangen als volgt:

“(1) beheerd worden overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 23. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven*

Art. 136. In artikel 1 van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “van een vennootschap met een sociaal oogmerk in de zin van de artikelen 661 en volgende van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “van een coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

b) in 2° worden de woorden “de rechtspersoon met een sociaal oogmerk in de zin van de artikelen 661 en volgende van het Wetboek van vennootschappen, opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap of een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of een groepering van economisch belang” vervangen door de woorden “de rechtspersoon opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 137. In artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “bedrijf met sociale doeleinden zijn in de zin van de artikelen 661 en volgende van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “een coöperatieve vennootschap zijn die erkend is als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

b) in 4° wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven;

c) in 5°, b), worden de woorden “overeenkomstig de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen” vervangen door de woorden “overeenkomstig de artikelen 5:16, 5:140 en 7:18 en van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

d) er wordt een punt 9° ingevoegd, luidend als volgt :

“9° voor de aanvragende partij die opgericht is in de vorm van een coöperatie die is erkend als sociale onderneming, voorzien de statuten in de modaliteiten:

- waardoor elke werknemer met volledige burgerlijke handelingsbevoegdheid vanaf zes maanden na zijn indiensttreding de hoedanigheid van coöperant kan verwerven;
- voor het verlies van deze hoedanigheid uiterlijk één jaar na het einde van de relatie tussen de werknemer en de aanvragende partij.”.

Art. 138. In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “van een naamloze vennootschap of van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of een groepering van economisch belang” vervangen door de woorden “van een vennootschap die erkend kan worden als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

b) punt 4° wordt opgeheven ;

c) in 6° , b), wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven;

d) er wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt :

“11° voor de aanvragende partij die opgericht is in de vorm van een coöperatie die is erkend als sociale onderneming, voorzien de statuten in de modaliteiten :

- waardoor elke werknemer met volledige burgerlijke handelingsbevoegdheid vanaf zes maanden na zijn indiensttreding de hoedanigheid van coöperant kan verwerven;
- voor het verlies van deze hoedanigheid uiterlijk één jaar na het einde van de relatie tussen de werknemer en de aanvragende partij.”.

Art. 139. In artikel 7, § 3 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “sociale” opgeheven;

2° in het tweede lid wordt het woord “sociale” opgeheven;

3° in het derde lid wordt het woord “sociale” opgeheven.

Art. 140. In artikel 24, § 1, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden “boek XI van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “boek 12 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 24. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

Art. 141. In artikel 15, 1°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille worden de woorden “de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen” vervangen door de woorden “boek XX, Titel V, van het Wetboek van economisch recht”.

Art. 142. In artikel 16, 2°, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen” worden vervangen door de woorden “bedoeld in boek 12 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen” worden vervangen door de woorden “de procedure voor gerechtelijke reorganisatie bedoeld in boek XX, titel V, van het Wetboek van economisch recht”.

Art. 143. In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5° worden de woorden “maatschappelijke zetel” vervangen door het woord “zetel”;

2° in 6° worden de woorden “maatschappelijke zetel” vervangen door het woord “zetel”.

HOOFDSTUK 25. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen

Art. 144. In artikel 3, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 145. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden “Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 26. — Bepaling tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

Art. 146. Artikel 8:3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 27. — Bepalingen tot wijziging van Boek 1 van het Milieuwetboek

Art. 147. In artikel D.181 van Boek 1 van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “een concordaat” worden vervangen door de woorden “een gerechtelijke reorganisatie”;

2° de woorden “de artikelen 5 en volgende van het Wetboek van vennootschappen” worden vervangen door de woorden “de artikelen 1:14 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

3° de woorden “artikel 10 van het Wetboek van vennootschappen” worden vervangen door de woorden “artikel 1:19 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 148. In artikel D.152, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 24 november 2021, wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

HOOFDSTUK 28. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken*

Art. 149. In artikel 2, derde lid, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, ingevoegd bij het decreet van 3 juli 2008, worden de woorden “als maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “als doel”.

HOOFDSTUK 29. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren*

Art. 150. In artikel 2, 1^o, van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren worden de woorden “maatschappelijk doel” vervangen door het woord “doel”.

Art. 151. In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in 1^o worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2^o in 2^o worden de woorden “maatschappelijk doel” vervangen door het woord “doel”;

3^o in 3^o, a), worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

4^o in 3^o, b), worden de woorden “maatschappelijk doel” vervangen door het woord “doel”.

Art. 152. In artikel 23, § 2, 3^o, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden “de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” worden vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2^o de woorden “maatschappelijke doel” worden vervangen door het woord “doel”.

Art. 153. In de Franse versie van artikel 29, § 2, 7^o, van hetzelfde decreet worden de woorden “objet social” vervangen door het woord “objet”.

Art. 154. In artikel 31 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 2, 1^o, worden de woorden “van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2^o in paragraaf 2, 2^o, worden de woorden “maatschappelijk doel” vervangen door het woord “doel”.

HOOFDSTUK 30. — *Overgangsbepaling*

Art. 155. § 1. Zolang het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, niet van toepassing is op een vennootschap, vereniging of stichting, wordt elke verwijzing naar een bepaling van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of van zijn uitvoeringsbesluit die voorkomt in een wetbepaling gewijzigd bij dit decreet, met betrekking tot die vennootschap, vereniging of stichting, geacht vermeld te blijven als verwijzing naar de bepaling van het Wetboek van vennootschappen, zijn uitvoeringsbesluit of andere specifieke wetgeving die in die bepaling voor de inwerkingtreding van dit decreet voorkwam.

§ 2. Zolang een vennootschap, vereniging of stichting beheerst door het Belgisch recht, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, een rechtsvorm behoudt die niet erkend is door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, worden de door dit decreet gewijzigde wettelijke bepalingen die voor de inwerkingtreding van dit decreet naar die rechtsvorm verwezen, geacht daarnaar te blijven verwijzen zoals voor de inwerkingtreding van dit decreet ten aanzien van die vennootschap, vereniging of stichting.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 april 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2022-2023.*

Stukken van het Waals Parlement, 1190 (2022-2023) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 5 april 2023.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44778]

20 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 portant exécution du décret du 2 mai 2019 instaurant une indemnité compensatoire en cas de travaux sur la voie publique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 mai 2019 instaurant une indemnité compensatoire en cas de travaux sur la voie publique, l'article 4, remplacé par le décret du 2 février 2023, et les articles 7 et 8 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 portant exécution du décret du 2 mai 2019 instaurant une indemnité compensatoire en cas de travaux sur la voie publique ;

Vu le rapport du 12 juin 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juillet 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2022 ;

Vu l'avis du Conseil d'État n° 73.044/2, donné le 1^{er} mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 31 mars 2023;

Considérant l'avis 1498 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 1^{er} septembre 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 portant exécution du décret du 2 mai 2019 instaurant une indemnité compensatoire en cas de travaux sur la voie publique, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. A partir du premier jour d'entrave, le dossier de demande d'indemnité est introduit par le biais de l'application. L'entreprise s'authentifie au moyen de l'application.

Une entreprise introduit, par numéro d'unité d'établissement, un seul dossier de demande d'indemnité à la fois, pour l'ensemble des indemnités qui peuvent être sollicitées, conformément à l'article 4 du décret.

Le délai d'un an visé à l'article 4 du décret commence à dater du jour de l'envoi de la décision d'octroi de l'indemnité visée à l'article 5, alinéa 1^{er}.

Si, l'indemnité sollicitée par une entreprise atteint le nombre de jours maximum prévu à l'article 4 du décret, alors l'entreprise peut introduire un nouveau dossier de demande d'indemnité au plus tôt à l'échéance du délai d'un an visé à l'alinéa 3.

Un dossier de demande d'indemnité est automatiquement clôturé par l'administration à l'échéance du délai visé à l'alinéa 3. » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les mots « La demande d'indemnité » sont remplacés par les mots « Le dossier de demande d'indemnité » ;

b) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° le numéro de compte ouvert en Belgique sur lequel l'indemnité est versée, l'identification du titulaire du compte et un relevé de l'identité bancaire en lien avec le numéro de compte ; » ;

c) l'alinéa est complété par un 13° rédigé comme suit :

« 13° une photographie de la façade du site d'exploitation datée et géolocalisée. ».

Art. 2. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « de la demande » sont remplacés par les mots « du dossier de demande ».

Art. 3. Dans l'article 6, § 2, du même arrêté, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le délai d'un an calculé conformément à l'article 3, § 1^{er}, une entreprise peut bénéficier de plusieurs indemnités, dans les limites visées à l'article 4 du décret, pour autant que l'entreprise justifie d'une nouvelle période d'entrave de minimum vingt jours consécutifs avec un maximum de septante jours. ».